

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA JUSTICE ET L'ALIÉNÉ

PLACEMENT - SÉJOUR DANS L'ÉTABLISSEMENT

THÈSE POUR LE DOCTORAT
SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

Présentée et soutenue le Samedi 20 mars 1920, à 5 heures

PAR

Henri PIUSSAN

Président : M. LARNAUDE, professeur.
Suffragants { *M. GARÇON, professeur.*
 { *M. ROLLAND, agrégé.*

PARIS

JOUVE & C^e, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1920

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA JUSTICE ET L'ALIÉNÉ

PLACEMENT - SÉJOUR DANS L'ÉTABLISSEMENT

THÈSE POUR LE DOCTORAT
SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

Présentée et soutenue le Samedi 20 mars 1920, à 5 heures

PAR

Henri PIUSSAN



Président : M. LARNAUDE, *professeur*.

Suffragants { M. GARÇON, *professeur*.
 { M. ROLLAND, *agrége*.

PARIS

JOUVE & C^e, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

—
1920

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA JUSTICE ET L'ALIÉNÉ

PLACEMENT - SÉJOUR DANS L'ÉTABLISSEMENT

INTRODUCTION

Le placement à l'asile, la surveillance et la sortie des aliénés doivent-ils être confiés à l'autorité administrative ou à l'autorité judiciaire ? Cette question a été depuis près d'un siècle âprement discutée, dans la presse ou à la tribune de nos assemblées législatives. Juristes, médecins, administrateurs, journalistes, hommes politiques se sont jetés dans la mêlée... et nous en sommes restés, dans le domaine pratique, à la loi de 1838, qui a adopté la solution administrative. violemment attaquée vingt ans après sa naissance, cette loi n'est pas éloignée de devenir centenaire. Il est vrai que la complexité et les difficultés de la matière expliquent, en partie tout au moins, cette situation.

Cependant, la nécessité d'aboutir est pressante, car l'aliénation mentale étend toujours plus loin ses ravages : de 15.000 en 1838, le nombre des hospita-

lisés avait passé à plus de cent mille il y a dix ans. La guerre l'a encore accru, car elle compte parmi ses victimes beaucoup de malheureux dont l'intelligence a sombré. Il est urgent de compléter la loi de 1838, qui présente de graves lacunes. Mais est-il nécessaire d'en renverser le principe, et d'abandonner la conception administrative pour la conception judiciaire ? C'est ce que nous allons examiner (1).

Les controverses auxquelles ont donné lieu les aliénés ne sont pas récentes. Dès l'antiquité grecque, quelques hommes établirent, ou au moins soupçonnèrent, que l'aliénation mentale était une maladie. Hippocrate semble être le premier qui ait songé à un traitement : il prescrit l'hellébore. Arétée de Cappadoce constitue presque la pathologie mentale. Quinze siècles avant Pinel, Galien professe que « les moyens de répression employés brutalement excitent au lieu de calmer » et il affirme que « le trouble des facultés de l'entendement provient d'une lésion des organes de la pensée qui sont dans le cerveau » (2).

Ces opinions raisonnées et scientifiques sont d'honorables exceptions dans l'antiquité. Dans la croyance commune, les fous sont des victimes de la divinité,

1. Nous ne traiterons dans cette étude les rapports de la justice et de l'aliéné qu'au point de vue de la liberté individuelle, laissant de côté toutes les questions se rapportant aux biens des aliénés.

2. J. Reinach, *Rapport à la Chambre des députés*, 1890, p. 2.

divinité méchante ou divinité vengeresse. Les législations grecques ne s'en sont point occupées, ou si elles s'en sont occupées, il ne nous reste rien. La législation romaine édicta dans les XII Tables la règle connue : « Si furiosus esse incipit, adgnatorum gentiliumque in eo pecuniaque ejus potestas esto. » Rome remet à la famille la garde du fou et de son patrimoine. Que la sécurité publique ne soit pas troublée, que le patrimoine familial ne risque pas d'être dilapidé, c'est tout ce que recherche la loi romaine.

L'antiquité n'essaya pas de soigner et de guérir les fous. Ni à Athènes ni à Rome il n'y eut d'établissements à cet effet. Pourquoi aurait-on tenté de ramener à la raison des hommes à qui les dieux l'avaient enlevée? « Malgré quelques éclairs de vérité, malgré Galien, la science antique méconnut constamment le caractère pathologique de l'aliénation mentale (1) ».

La situation des aliénés fut-elle au moyen âge meilleure ou pire que dans l'antiquité? Pour M. J. Reinach, la réponse ne fait aucun doute: « Ces claires lueurs de la médecine antique s'étaient éteintes dans la nuit du moyen âge. Adieu science, justice, humanité! Le gouffre sans fond de la scolastique et de la démonologie a tout englouti, et la possession du diable étendra, pendant dix siècles, ce qui reste de civilisation. *Ubique dæmon*, Satan est partout... les bûchers

1. Dubief, *Rapport à la Chambre des députés*, 1906, p. 3.

flambent de l'un à l'autre bout de la chrétienté, et ce ne sont pas seulement les démonologues et autres exorcistes de profession qui professent que la folie est l'œuvre du diable, et que le seul traitement qui convienne aux fous c'est d'être rôtis ; mais les maîtres de la Renaissance eux-mêmes, Fernel, Bodin, croiront encore, comme à des faits avérés, aux pactes, aux sorts et à la possession.

« Aucun doute n'a effleuré notre admirable Ambroise Paré, qui écrit tranquillement : « On voit les démons se transmuier en boucs, ânes, chiens, loups, corbeaux, chats-huants et crapauds, et ceux qui en sont possédés parler divers langages inconnus, faire trembler la terre, esclairer, tonner, soulever en l'air un château et le remettre en place, fasciner les yeux. » Jusqu'à la Grande Ordonnance de Colbert, on n'arrête pas de brûler. Dans la petite Lorraine, en 1515, un seul juge se vante d'avoir brûlé huit cents sorcières en seize ans, et dans la seule ville de Genève, à la même époque, on en brûla cinq cents en trois mois ; la grande possession des nonnains (Aix, Loudun, Louviers) qui n'est que la maladie bien connue des cloîtres, finit en plein grand siècle par une douzaine d'autodafes (1) ».

Le tableau est noir. Ne l'est-il pas un peu trop ? Il nous est difficile — et pénible — d'admettre que

1. J. Reinach, *op. cit.*

nos aïeux aient été plus sauvages et barbares que les Grecs et les Romains. Au ^{xiii}^e siècle, saint Thomas d'Aquin écrit : « Stultitia, quæ naturalis quædam dementia est, minime peccatum est » ; ce n'est point là une phrase de « démonologue » acharné à rôtir ses semblables. Les théologiens et les juristes font des distinctions entre les possédés et les magiciens, sorciers, jeteurs de sorts..., etc. Les premiers sont considérés comme des innocents victimes de la malignité du démon — et non plus comme des coupables livrés aux Euménides — et traités par les exorcismes, les jeûnes, la pénitence. Si ces moyens nous paraissent d'une efficacité douteuse, au moins ne sont-ils pas cruels.

Les magiciens et sorciers sont, il est vrai, impitoyablement livrés au bras séculier par les tribunaux ecclésiastiques. Il est incontestable qu'ici des abus terribles ont été commis. La crédulité des foules, si grande encore aujourd'hui, était immense au moyen âge, et il a été fréquent sans nul doute de voir dénoncer, juger et condamner comme sorcière une pauvre vieille femme solitaire et faible d'esprit, ou comme blasphémateur un malheureux dément coupable d'avoir prononcé trop haut quelques paroles incohérentes au cours d'un office ou sur le passage d'une procession. Mais cela n'autorise pas à prétendre que tous les aliénés fussent au moyen âge brûlés comme sorciers. Il y a eu sans doute parmi ces jeteurs de sorts et diseurs

de bonne aventure beaucoup de ces bohémiens et romanichels, voleurs de poules et ravisseurs d'enfants qui ont si longtemps parcouru nos campagnes; beaucoup aussi de charlatans, faiseurs de tours de passe-passe, pour qui l'exploitation de la naïveté publique finissait mal. Les « sorciers » étaient plus souvent des aigrefins que des aliénés. Il nous paraît paradoxal de soutenir que le moyen âge ait vu se développer une pareille fureur de fanatisme systématique envers les fous. Les tribunaux ecclésiastiques, qui furent toujours plus doux que ceux des rois et des seigneurs, ne devaient pas livrer au bras séculier si facilement qu'on voudrait le dire des malheureux qu'un saint Thomas d'Aquin proclamait innocents.

Les juristes, au moins à partir du XIII^e siècle, s'occupèrent des insensés. Barthole et Cujas préconisaient à leur sujet un système juridique se rapprochant beaucoup de la loi romaine. Le recueil des Olim nous a laissé un certain nombre d'enquêtes, de jugements, d'arrêts prononçant des interdictions, annulant des actes ou contrats passés par les insensés (1). Ces stulti, fatui, idiotæ, prodiguii, dissipatores, dont le Parlement de Paris s'occupe, ne sont pas envoyés au bûcher, Hic et nunc, sous prétexte de sorcellerie.

Les monastères furent les premiers à s'ouvrir

1. Linas, au *Dictionnaire encyclopédique des Sciences médicales* de Dechambre, lettre A.

devant les aliénés, particulièrement dans le midi de la France : au xvi^e siècle, Marseille et Avignon ont des quartiers d'hospice qui leur sont destinés. Autant qu'on peut en juger, les conditions matérielles de ces établissements sont déplorables ; les chaînes et le cachot sont le régime le plus souvent employé. Cela est profondément triste, mais n'étonnera point ceux qui connaissent l'état lamentable des hôpitaux à cette époque. Il n'est point surprenant que l'on emprisonnât les aliénés, souvent dangereux, alors qu'on faisait coucher à trois et même à six les malades les plus divers et les plus contagieux. L'état peu développé de la science était cause de cette situation, mais non la cruauté féroce dont certains contemporains essaient de charger nos ancêtres. La « nuit » du moyen âge n'a pas été si obscure qu'ils veulent bien le dire ; en tous cas, elle n'a pas eu grand effort à faire pour éteindre les « claires lueurs » de la science antique, qui n'avaient pas illuminé grand'chose lorsqu'elles s'étaient manifestées.

Au xvii^e siècle, l'idée d'hospitalisation des aliénés fait des progrès. Les religieux franciscains d'Armentières reçoivent les fous dans leur hospice. Montaigne s'est déjà élevé contre les superstitions courantes : « Il vaut mieux admettre, dit-il, que l'entendement soit emporté de sa place par la volubilité de l'esprit détraqué, que de croire qu'un de nous soit envolé sur un balai, au long du tuyau de sa cheminée,

en chair et en os, par un esprit étranger ». Plus tard, Yvelin, premier médecin d'Anne d'Autriche, dira que « dans le cas des lunatiques, il n'y a nulle possession du diable, mais simple affection pathologique. »

Nous sommes au règne de Louis XIV. Les pouvoirs publics commencent à se préoccuper de la situation des aliénés. Les magistrats du Parlement de Paris, par un arrêt de 1660, prescrivent que les fous seront examinés à l'Hôtel-Dieu ; ceux que les médecins estimeront curables seront traités dans cet hôpital ; les incurables seront envoyés, les hommes à Bicêtre, les femmes à la Salpêtrière. Nous avons ici un premier exemple d'intervention de la justice dans le placement des aliénés, exemple qui semble d'ailleurs être resté particulier à Paris et n'avoir pas été généralisé. La lettre de cachet fut, pendant les deux derniers siècles de la Monarchie, un moyen de placement des aliénés fréquemment employé. La lettre de cachet était le plus souvent donnée à la requête de la famille, peu soucieuse de voir s'ébruiter la folie de l'un de ses membres. Le malade était conduit à Bicêtre ou à la Salpêtrière, tout comme un suspect ou un prévaricateur l'était à la Bastille. La sortie avait également lieu sur lettre de cachet, « de par le Roi » (1). Ce système cessa d'être pratiqué en 1784.

1. Funck-Brentano, *les Lettres de cachet à Paris* : étude suivie d'une liste des prisonniers de la Bastille (1659-1789), p. XV et XLIV.

L'influence de saint Vincent-de-Paul n'a pas été étrangère au mouvement d'idées qui se produisit alors dans les sphères éclairées. L'inépuisable charité de cet homme s'étendit aux malheureux privés de raison, dont les secousses politiques et les misères contemporaines des Frondes avaient probablement augmenté le nombre, ainsi qu'il arrive dans toutes les périodes troublées. Louis XIV fit élever des hôpitaux généraux : en 1656, c'est la fondation de l'hôpital général de Paris. En 1682, un nouvel édit ordonne que chaque bourg nourrira ses pauvres mendiants et ses orphelins : plusieurs villes créèrent alors des hôpitaux généraux copiés sur celui de Paris (Bicêtre et la Salpêtrière) (1). Sans doute le but principal de ces établissements est la répression et la prévention de la mendicité ; mais des quartiers spéciaux y sont réservés aux aliénés. Les conditions matérielles de l'hospitalisation sont toujours des plus défectueuses, mais l'idée même d'hospitalisation est admise dorénavant. C'est un progrès acquis. A la fin du xvii^e siècle, nous sommes déjà loin des superstitions contre lesquelles s'élevait Montaigne.

Au cours du xviii^e siècle, les progrès de la situation matérielle des aliénés sont nuls, ou presque. Mais les idées marchent. Les établissements qui paraissent suffisants en 1680 suscitent en 1780 de véhém-

1. Bourneville, *Rapport à la Chambre des députés*, 1890.

mentes protestations. Joseph II, empereur d'Allemagne, adresse à son beau-frère le roi de France des observations sur la façon dont sont traités les fous en son royaume. Louis XVI s'inquiète, et charge le médecin de Charenton, Colombier, de rédiger une « Instruction » traçant les règles à suivre par les asiles publics pour le traitement des aliénés. Une Commission est instituée, dont fait partie Lavoisier. Tenon, en 1786, en expose les conclusions dans un rapport. Cabanis agite l'opinion publique en publiant des opuscules et des libelles (1).

Ces préoccupations étaient justifiées. Rien n'avait été fait depuis un siècle. A la veille de la Révolution la Rochefoucauld-Liancourt pouvait faire de l'asile de Bicêtre une description aussi hideuse que véridique.

L'Assemblée nationale, par la loi des 16 et 26 mars 1790, opéra une transformation radicale du régime des aliénés : « Les personnes détenues pour cause de démence seront pendant l'espace de trois mois à compter du jour de la publication du présent décret, à la diligence de nos procureurs, interrogées par les juges dans les formes usitées, et, en vertu de leurs ordonnances, visitées par des médecins qui, sous la surveillance des directeurs des districts, s'expliqueront sur la véritable situation des malades, afin que, après la sentence qui aura statué sur leur état,

1. Masson, thèse, p. 10-11.

ils soient élargis ou soignés dans les hôpitaux désignés à cet effet ».

Au point de vue des principes, ce texte est capital : l'aliéné est un malade qui a le droit d'être soigné. Il n'est plus considéré comme un encombrant déchet de la société, que son infirmité a ravalé au rang de la bête et envers qui tout est permis pourvu qu'on le fasse se tenir tranquille. Il relève de l'hôpital et du médecin et non plus du cachot et du geôlier. Le juge apparaît, qui doit veiller sur lui, non plus seulement pour le faire enfermer, comme en 1660, mais pour écouter ses plaintes et le faire mettre en liberté, s'il y a lieu. Le magistrat, gardien des droits individuels et de la liberté des citoyens prend sous sa sauvegarde l'aliéné, ce citoyen malade que l'affection dont il est atteint oblige à tenir enfermé.

Malheureusement cette loi ne put pas être appliquée. Les Assemblées de la Révolution n'eurent ni le temps ni les moyens de créer des asiles. L'époque qui s'ouvrait n'était guère propice à une réorganisation d'ensemble du régime des aliénés rationnellement conçue et méthodiquement exécutée. La loi elle-même était fort incomplète, et d'une application difficile en raison de son insuffisance même. Elle n'était et ne pouvait être qu'une déclaration de principes, nécessaire et bienfaisante, qui marquait le progrès réalisé par les idées au cours du XVIII^e siècle.

Des lois ultérieures viennent contredire l'esprit de

la loi du 26 mars 1790. La loi des 16-24 août 1790, titre XI, confie aux municipalités le soin de préserver les populations des « événements fâcheux qui pourraient être occasionnés par les insensés ou les furieux laissés en liberté, et par la divagation des animaux malfaisants et féroces. » La loi de police des 19-22 juillet 1791 frappe d'une amende « ceux qui laisseront divaguer des insensés ou furieux, ou des animaux malfaisants et féroces. »

Ainsi, trois mois après avoir élevé l'aliéné à la dignité de malade, trois mois après avoir étendu sur lui la main protectrice de la justice, on l'assimile à un chien enragé ou à un fauve échappé d'une ménagerie, et un an après on insiste encore sur cette comparaison ! Il y a là de quoi surprendre, semble-t-il à première vue.

Il n'y a en réalité entre ces différents textes qu'une contradiction apparente. Quand les Constituants ont voté ces lois de police, il ne leur est certainement pas venu à l'idée de traiter les fous en bêtes féroces. Le principe de mars 1790 restait entier. Mais il fallait bien, dans une loi de police, songer à la sécurité publique, souvent mise en danger par les aliénés, et édicter contre ceux qui les laissaient circuler des sanctions pénales. Nous sommes en présence d'un rapprochement de termes évidemment fâcheux et inopportun, mais sans importance théorique ni pratique.

De même, une loi du 24 vendémiaire an IX ordonne le transfert « dans les nouvelles maisons de répression » des individus « actuellement enfermés pour cause de démence ». Le rapprochement avec les malfaiteurs après le rapprochement avec les bêtes féroces !

En fait, le sort des aliénés s'adoucit. Pinel a paru, et déchainé ses pensionnaires de Bicêtre (1), malgré l'effarement de Couthon lui disant : « Il faut vraiment que tu sois fou toi-même pour déchaîner ces animaux-là ». Il améliore les conditions d'existence des internés et crée des ateliers de travail.

L'autorité administrative cherche, dans la pratique, à suppléer aux lacunes — on pourrait presque dire à l'inexistence — de la législation. Le 15 thermidor an XI, le Ministre de la Justice adresse au Ministre de l'Intérieur une lettre caractéristique des idées du moment. Rappelant le droit de l'Administration de faire enfermer les aliénés par mesure de police (loi du 24 août 1790), le Ministre estime que cet internement ne peut être qu'une mesure provisoire « qui ne peut jamais dispenser de faire prononcer sur l'état du dément par les tribunaux ; c'est à eux seuls qu'il appartient de déclarer par jugement la démence des individus qui en sont atteints, après

1. La tentative de Pinel ne fut pas isolée. Daquin écrivit en 1804 dans sa *Philosophie de la folie* : « Je pense qu'on doit tenir les aliénés enfermés le moins que faire se peut ».

avoir entendu des témoins et fait vérifier leur état par des officiers de santé... C'est d'après le jugement rendu que l'autorité administrative les fait définitivement placer dans les maisons destinées aux insensés et aux furieux ». Le Ministre prévoit la sortie d'un aliéné revenu à la raison : elle sera prononcée par la justice, sur la demande de la famille ou de l'autorité administrative, tout comme l'entrée.

Ainsi, dès 1803, un ministre exprime des idées que nous n'avons pas encore réalisées dans la législation : placement par autorité de justice, sur la demande de la famille ou de l'autorité publique ; sortie ordonnée de même par la justice. Beaucoup parmi ceux qui demandent énergiquement la réforme de la loi de 1838 n'en souhaitent pas davantage. Il est vrai que depuis 1803 les progrès de la science aliéniste sont venus compliquer singulièrement le problème.

Le Code civil fait dépendre l'internement du jugement d'interdiction ; il ne s'occupe évidemment que des aliénés qui ont des biens. Tout aliéné qui possède un patrimoine bénéficie donc, indirectement, de la protection de la justice. Mais les autres ? A quoi bon interdire celui qui ne possède rien ? La loi étant muette, l'administration cherche à résoudre la question : cela est d'autant plus difficile que sous l'influence des idées nouvelles, sous l'influence aussi du Code civil nouvellement promulgué, tout internement non précédé d'un jugement apparaît comme un

attentat à la liberté individuelle. La lettre du Ministre de la Justice de thermidor an XI n'est pas le seul indice de cet état d'esprit. Portalis revient sur ce sujet dans une circulaire aux préfets du 30 fructidor an XII. Devant le silence des textes, il essaie d'éviter aux aliénés non interdits les détentions arbitraires de l'administration, sans compromettre la sécurité publique. La chose n'est pas aisée.

En fait, c'est le chaos pendant la période révolutionnaire et impériale ; et le désordre continuera jusqu'en 1838. Les conditions requises pour le placement des aliénés varient avec les départements, avec les préfets. La garantie du jugement d'interdiction ne fonctionne que pour un nombre infime d'internés : en 1819, on trouve à Bicêtre 13 interdits sur 613 pensionnaires ; dans de nombreux départements, on continue à suivre les anciens usages ; personne n'est à l'abri d'une détention injustifiée.

D'autre part, scrupuleux de respecter la liberté individuelle, certains préfets hésitent à faire enfermer les déments ; aussi ceux qui restent en liberté sont-ils si nombreux que les meurtres, incendies volontaires et drames de la folie se multiplient d'inquiétante façon, les pouvoirs publics s'émeuvent. Une circulaire aux Préfets du Ministre de l'Intérieur, le 14 septembre 1833, constate que « la négligence dans laquelle languit la question des aliénés non secourus, mal secourus ou en état de vagabondage,

est un motif de désordre dont la répression est aussi pénible que difficile. » Le 29 juin 1835, nouvelle circulaire sur le même sujet ; trop d'aliénés en liberté compromettent la sécurité publique et « tout semble annoncer que les désordres et accidents graves dont ils sont la cause deviennent chaque jour plus fréquents ».

Toutes ces circulaires, si elles ne sont point des remèdes, sont des indices. Trop de fous courent les grands chemins, alors que des individus sains d'esprit risquent d'être mis à l'asile. Les asiles sont en fort mauvais état, et le beau programme du Ministre de l'Intérieur de 1819 n'a pas été réalisé. Une refonte totale de la législation et du régime des aliénés est absolument nécessaire.

Le 6 janvier 1837, le gouvernement apportait à la Chambre des députés le projet préparé par le Conseil d'Etat qui allait devenir la loi du 30 juin 1838. Suivant le mot de M. Callemard de Lafayette au cours des débats : « de hautes considérations de justice, de morale, de philanthropie », la réclamaient impérieusement.

CHAPITRE PREMIER

Le Rôle de la Justice sous le régime actuel.

Le rôle que joue la justice dans le placement et la surveillance des aliénés sous le régime de la loi de 1838 est incontestablement fort effacé (1). De l'aveu même de ses auteurs, cette loi est une loi administrative, où le rôle du préfet est prépondérant. Celui de la justice y est secondaire, pas autant toutefois que certaines critiques pourraient le faire croire : nous allons l'étudier, d'abord au point de vue du placement de l'aliéné à l'asile, ensuite au point de vue de la surveillance des établissements et de la sortie des malades.

LE PLACEMENT

La loi distingue deux manières d'opérer le placement : le placement volontaire, c'est-à-dire le placement demandé par la famille, par un parent, par un

1. Il était inexistant avant 1838. Les placements étaient uniquement effectués par la voie administrative : la décision préfectorale avait en fait remplacé la lettre de cachet.

ami du malade ; le placement d'office, opéré par l'autorité publique.

Pour le placement volontaire, l'article 10 de la loi de 1838 prescrit :

« Dans le même délai (c'est-à-dire dans les trois jours de la réception par le préfet du bulletin d'entrée à l'asile et des pièces qui y sont jointes) le préfet notifiera administrativement les noms, profession et domicile, tant de la personne placée que de celle qui aura demandé le placement, et les causes du placement : 1° au procureur du Roi de l'arrondissement du domicile de la personne placée ; 2° au procureur du Roi de la situation de l'établissement ; ces dispositions seront communes aux établissements publics et privés. »

La justice est donc simplement prévenue par l'autorité administrative. Un parent, un ami, même une personne quelconque absolument étrangère, veulent faire interner un malade : il leur suffit d'une demande énonçant leur degré de parenté ou leurs relations avec ce malade, accompagnée d'un certificat médical ne remontant pas à plus de quinze jours, et d'une pièce justifiant de l'identité de la personne qu'ils désirent placer. Le préfet (1) est avisé du placement par l'envoi de ces pièces, effectué par les soins du directeur de l'asile, qui y joint un second certificat

1. A Paris, le préfet de police.

émanant du médecin de son établissement. Le préfet à son tour notifie le placement au Parquet.

Cette procédure est expéditive. Le malade n'a d'autre garantie que la conscience et la compétence du médecin qui a délivré le certificat accompagnant la demande d'admission et du médecin de l'asile. La justice et le préfet ne jouent qu'un rôle passif. Le préfet pourra toujours, il est vrai, ordonner la sortie immédiate des personnes placées volontairement dans les établissements d'aliénés (art. 16). Mais il est évident qu'il n'agira en ce sens que sur des conclusions médicales.

Quinze jours après le placement, le préfet reçoit un nouveau certificat du médecin de l'asile. Si le placement a eu lieu dans un asile privé, le préfet a fait visiter le malade par un ou plusieurs médecins, trois jours après l'internement, à titre de précaution supplémentaire, nécessitée par le caractère en quelque sorte commercial de l'établissement.

Si la famille, comme elle en a le droit (art. 14) demande la sortie du malade, c'est encore l'autorité administrative qui statue en cas d'opposition du médecin (art. 14 et 21).

On le voit, dans le placement volontaire, la famille et même les étrangers au malade tiennent la première place. L'autorité publique n'a qu'un droit de contrôle, de haute police : et dans la mesure où elle peut agir, ce sont les préfets qui sont compétents.

Uniquement avisée du placement, l'autorité judiciaire n'a rien à faire, qu'à attendre les recours, s'il en est porté devant elle.

Dans le placement ordonné par l'autorité publique, au placement d'office, c'est encore le préfet qui seul agit. Il doit faire interner, par ordre motivé (art. 18) « toute personne, interdite ou non interdite, dont l'état d'aliénation compromettrait l'ordre public ou la sûreté des personnes. »

En cas de danger imminent dûment constaté, ce sont les maires (1) qui sont chargés de ce soin, sous réserve d'en référer dans les vingt-quatre heures au préfet, qui statue sans délai (art. 19).

Ici encore la justice n'est que prévenue par l'administration. L'article 22 prescrit que « les procureurs du roi seront informés de tous les ordres donnés en vertu des articles 18, 19, 20 et 21 ».

Ainsi, pour le placement d'office comme pour le placement volontaire, la justice est tenue à l'écart. L'autorité administrative est seule compétente pour intervenir. Le préfet seul agit ; le placement est parfait par sa seule intervention.

LA SURVEILLANCE

L'article 4 de la loi de 1838 régit la matière : « Le préfet ou les personnes spécialement désignées à cet

1. A Paris, les commissaires de police ;

effet par lui ou par le ministre de l'Intérieur, le président du tribunal, le procureur du roi, le juge de paix, le maire de la commune sont chargés de visiter les établissements publics ou privés consacrés aux aliénés. Ils recevront les réclamations des personnes qui y seront placées et prendront à leur égard tous renseignements propres à faire connaître leur position.

« Les établissements privés seront visités, à des jours indéterminés, une fois au moins chaque trimestre par le procureur du roi de l'arrondissement. Les établissements publics le seront de la même manière une fois au moins chaque semestre. »

Le malade placé est surveillé par l'autorité publique. Cette surveillance est nécessaire à tous égards, tant au point de vue de l'hygiène générale de l'établissement et du traitement auquel y sont soumis les aliénés, que de la liberté individuelle. Un individu sain d'esprit a pu en effet être interné à tort, malgré les précautions prises à l'entrée pour éviter toute erreur ou toute fraude. Il est donc indispensable que des fonctionnaires publics aient le droit de visiter les asiles. Ces fonctionnaires seront-ils de l'ordre administratif ou de l'ordre judiciaire ?

Des fonctionnaires des deux ordres visiteront, répond la loi. Les raisons d'ordre pratique qui, aux yeux du législateur de 1838, ont nécessité un placement essentiellement administratif, n'existent plus une fois le malade en sûreté.

La justice reparait donc, à côté du préfet et des maires ; elle rentre dans son rôle de protectrice de la liberté individuelle des citoyens. L'article 4 marque nettement l'idée du législateur. Dans son premier alinéa, il énumère pêle-mêle les fonctionnaires qui « sont chargés » de visiter les établissements d'aliénés : les termes sont suffisamment imprécis pour faire de cette obligation quelque chose d'assez élastique, la pratique l'a prouvé, et ces dispositions sont en partie restées lettre morte. Mais le dernier alinéa fait des visites une obligation stricte pour le procureur du roi ; ici la préoccupation de sauvegarder la liberté individuelle est visible. La loi s'assure que les asiles seront contrôlés d'assez près par les magistrats du Parquet. Elle marque une certaine défiance aux asiles privés, en leur imposant des visites trimestrielles : elle les estime en effet plus propices que les asiles publics aux essais de séquestrations arbitraires (1).

Les visites des magistrats dans les établissements d'aliénés ne sont pas la seule garantie de la liberté individuelle. Le placement est susceptible d'un recours ; la réclamation est toujours ouverte devant le tribunal. Ce recours est prévu par l'article 29 :

1. Signalons que l'article 12 institue dans chaque asile un registre sur lequel sont inscrits les aliénés placés dans l'établissement, et prescrit que ce registre sera présenté aux divers fonctionnaires qui visiteront : ceux-ci devront y apposer leur visa et leurs observations s'il y a lieu.

« Toute personne placée ou retenue dans un établissement d'aliénés, son tuteur si elle mineure, son curateur, tout parent ou ami, pourront, à quelque époque que ce soit, se pourvoir devant le tribunal du lieu de la situation de l'établissement, qui, après les vérifications nécessaires, ordonnera s'il y a lieu la sortie immédiate. Les personnes qui auront demandé le placement, et le procureur du roi, d'office, pourront se pourvoir aux mêmes fins. La décision sera rendue sur simple requête, en chambre du Conseil et sans délai. Elle ne sera point motivée.

Ainsi, une fois la sécurité publique et l'intérêt du malade sauvegardés par le placement, l'autorité judiciaire intervient pour garantir la liberté individuelle et redresser les erreurs qui ont pu être commises. Tel est le principe de la loi de 1838, exposé en ces termes par M. de Montalivet, ministre de l'Intérieur, lors de la discussion de la loi : « L'un et l'autre de ces soins (l'ordre public et la liberté individuelle) appartiennent à l'autorité administrative dans l'ordre de ses devoirs ; mais la défense du deuxième est spécialement placée sous la protection de l'autorité judiciaire ».

Le principe du placement par l'autorité administrative n'avait pas été admis sans lutte. Au cours des débats de 1838, l'opposition libérale fut très ardente contre lui. Se plaçant à peu près exclusivement au point de vue de la liberté individuelle, arguant des

principes fondamentaux de notre droit public, ses orateurs luttèrent pied à pied pour faire admettre le placement par autorité de justice. Isambert reprochait au rapporteur de la loi d'écarter la magistrature, de « déposséder le pouvoir judiciaire au profit de la puissance administrative représentée par la médecine spéciale ». Evoquant le fantôme de l'arbitraire de l'Ancien Régime, il s'écriait : « La liberté individuelle est placée sous la sauvegarde des magistrats. Le pouvoir du préfet étendu à ces questions, c'est le rétablissement des lettres de cachet ».

La Rochefoucauld-Liancourt renchérisait : « Vous évincez la famille aussi bien que la magistrature, vous permettez de conduire un citoyen dans un établissement d'aliénés sans attendre ni consulter ses parents, vous faites une chose sans nom ».

Ces orateurs exagéraient évidemment. Odilon-Barrot critiqua le projet de façon plus raisonnable. Il voyait dans le placement d'un aliéné une mesure très particulière, qui n'était ni l'emprisonnement d'un délinquant ni la mise à l'hôpital d'un malade quelconque : « Je conçois très bien, disait-il, que les préfets et l'administration, par mesure de sécurité publique, puissent provisoirement disposer de la liberté d'un citoyen. Mais ce ne peut être là qu'une mesure provisoire qui, pour se convertir en une sorte de détention prolongée, a besoin de la sanction judiciaire ». Il faisait du placement d'un aliéné une opé-

ration comportant deux phases successives : l'internement d'abord, par mesure de précaution, qu'il abandonnait à l'administration dans l'intérêt de la sécurité publique ; ensuite l'examen par la justice de cet internement, qui ne pouvait devenir définitif qu'après un jugement, afin d'éviter les séquestrations arbitraires et les attentats à la liberté individuelle. Odilon-Barrot reprenait la théorie de la circulaire du Ministre de la Justice du 15 thermidor an XI.

Ces idées n'étaient donc pas neuves. Pourquoi n'ont-elles pas été adoptées ? à cause des inconvénients graves présentés à l'époque par la divagation des aliénés non internés. L'insuffisance de la législation en était cause : mais les esprits n'en étaient pas moins fort impressionnés. Le législateur de 1838 a voulu avant tout faire une loi de police et d'assistance, mettre l'aliéné hors d'état de nuire aux autres et à lui-même, et lui permettre d'être soigné le plus rapidement possible. La Justice, avec ses procédures lentes, n'a pas paru susceptible de donner satisfaction à cette double nécessité. Le rapporteur, Vivien, qui répondit à l'opposition au cours des débats à la Chambre des députés, déclara n'avoir pas voulu faire « une loi judiciaire ». « Nous avons considéré d'abord l'intérêt du malade, ajoutait-il, puisque c'est dans cet intérêt que la loi est faite ». La liberté individuelle lui paraissait suffisamment garantie par les formalités de l'entrée à l'asile, les certificats médicaux, les

visites, les réclamations au préfet et les recours au tribunal. « On est très préoccupé des intérêts de la liberté individuelle, disait-il ; je réponds par les précautions mêmes de la loi ». Dès lors, que demandait-on : l'intervention de la justice, qui aurait inutilement allongé les formalités ? Il était superflu de sacrifier à un principe qui n'était « qu'une pure théorie sans avantage réel ». D'autant mieux que pour abréger les trop longues procédures judiciaires, on serait conduit à donner le pouvoir d'internement au président du Tribunal, prononçant « sans instruction, sans défense, sur simple procès-verbal, sans aucune formalité de justice ». En quoi la garantie offerte par un magistrat inamovible serait-elle supérieure à celle présentée par le préfet, fonctionnaire révocable et responsable de ses erreurs comme de ses fautes ?

L'argumentation serrée de Vivien triompha de l'éloquence de ses adversaires, et la justice fut tenue à l'écart du placement des aliénés.

CHAPITRE II

L'opposition au principe du placement administratif

Pendant une vingtaine d'années, la loi de 1838 ne recueillit que des approbations et des éloges. Elle avait mis fin au régime désordonné et déplorable qui régnait jusque-là. Les critiques de l'opposition libérale semblaient éteintes. Le débat n'était cependant qu'assoupi. Il reprit brusquement sous le second Empire, après 1860, avec une grande violence. Les opposants s'attaquèrent particulièrement au Corps médical, aux asiles : au fond ils visaient l'administration, que l'on n'osait à cette époque prendre trop directement à partie. Ils jetaient l'anathème au « despotique pouvoir médical » qui « règne sans contrôle » dans les asiles. Ces établissements sont « des enfers à la porte desquels il faut laisser toute espérance », comme l'écrivait en 1863 l'*Opinion Nationale*, des prisons, des « bastilles », des « tombeaux vivants ». En 1864, le *Journal des Villes et des Campagnes* déclare que « les droits de la liberté individuelle sont

à la merci de l'omnipotence médicale ». *La Presse* conclut, l'année suivante : « Le grand coupable, c'est la loi ! Le médecin, c'est le complice ».

En réalité, c'étaient moins la loi sur les aliénés que l'Administration Impériale que tous ces polémistes cherchaient à ruiner dans l'opinion. Tout ce bruit fait autour des malheureux déments fut une des formes de cette opposition à l'Empire, qui alla croissant de 1860 au 4 septembre. Alimentée par quelques séquestrations d'aliénés lucides, monomanes ou persécuteurs, cette campagne n'effleura pas la question des aliénés à domicile, qui ont pourtant donné lieu à tant d'abus. Pourquoi ce silence ? Evidemment parce que l'administration ne pouvait être compromise par le sort fait à des malheureux dont la loi de 1838 ne s'occupait pas.

Il n'y eut pas que des journalistes pour critiquer le régime des aliénés. Le D^r Thulié, dans son livre *La folie et la loi* (1865) fit cause commune avec les opposants : « Pour nommer un conseil judiciaire, écrivait-il, on a besoin d'un magistrat ; je pense qu'enfermer un malade constitue une mesure aussi grave ». M. Garsonnet mena l'attaque, au premier rang, stigmatisant lui aussi ce « pouvoir médical » à qui l'on abandonnait la liberté des citoyens.

A la campagne de presse s'ajoutèrent des pétitions au Sénat. A la tête des pétitionnaires s'agitait un médecin de Plombières, le D^r Turck, ancien repré-

sentant du peuple, qui ne parlait de rien moins que de « renverser l'œuvre de Pinel ». Le glorieux précurseur de la psychiatrie française aurait été bien surpris de se voir mêlé à cette affaire !

Ces exagérations ridicules furent sagement réfutées par un rapport de M^r Suin, présenté au Sénat le 2 juillet 1867. Reconnaisant d'ailleurs que l'article 8 de la loi était défectueux, M. Suin proposait de faire recevoir les demandes d'admission par le maire, qui les transmettrait au juge de paix ; celui-ci aurait procédé à un interrogatoire du malade et l'aurait fait examiner par un médecin. Cette proposition ne vint pas en discussion.

La loi de 1838 trouva des défenseurs, surtout parmi les médecins, qui, vivement pris à partie, ripostèrent non moins vivement ; à propos des pétitions au Sénat, le D^r Voisin écrivait que « le langage tenu par les pétitionnaires ne différerait pas de celui que tiennent dans les asiles certains aliénés non douteux. » Les contempteurs de la loi sont traités de « monomanes » dans les écrits de ses défenseurs. Nul doute que si ces honorables praticiens eussent pu saisir les signataires des articles du *Siècle* ou de *La Presse* ils ne les eussent immédiatement internés à Bicêtre !

Ces violentes polémiques eurent une conclusion à la veille de la chute de l'Empire. Le 11 mars 1870, MM. Gambetta et Magnin présentaient au Corps législatif le projet d'une nouvelle loi sur les aliénés.

Prenant systématiquement le contre-pied de la loi de 1838, ce projet remettait complètement l'aliéné entre les mains de la justice, mais de la justice représentée par le jury. Se défiant des préfets de l'Empire, Gambetta se défiait aussi de ses magistrats.

Gambetta parlait du principe que le bon sens suffit pour juger de la folie d'une personne — idée radicalement fausse d'ailleurs. Or, où trouver une plus sûre garantie de bon sens que dans celle offerte par douze citoyens érigés en jury ? « Le jury seul, disait l'Exposé des motifs, présente les hautes qualités d'impartialité et d'indépendance d'esprit que la loi veut assurer aux accusés devant la justice criminelle, et qui ne sont pas moins nécessaires ici ». Si l'on admet que la folie ne peut être découverte que par un médecin, « voyez quel tyran ou quel suppôt de la tyrannie peut réceler un médecin. Quel Français est sûr de ne pas aller coucher ce soir à Charenton ou à Bicêtre (1) ».

Aussi les placements d'office comme les placements volontaires seront-ils soumis au jury. Ce jury sera d'une composition spéciale, afin de présenter certaines garanties d'instruction et de compétence : il sera formé de 13 personnes, dont un juge au tribunal de première instance, un juge de paix, un avocat ou ou avoué, un notaire, un membre du Conseil

1. Garsonnet, cité par Gambetta, Exp. des motifs.

municipal du chef-lieu d'arrondissement et un médecin. Le jury entendra le malade, qui sera assisté d'un avocat. Encore faudra-t-il, pour mettre en marche cette lourde machine, qu'un médecin-expert spécialement commis à cette effet ait conclu à la folie.

Le jury prononcera le placement du malade ou ordonnera qu'il soit laissé en liberté ; une majorité de neuf voix sur treize est nécessaire pour opérer l'internement, qui sera, si cette majorité est obtenue, effectuée dans les quinze jours du verdict :

Les demandes en sortie seront également portées devant le jury. Ici, quatre voix votant pour la sortie seront suffisantes pour faire ouvrir au malade les portes de l'asile.

Le droit de demander le placement volontaire n'appartient plus qu'aux proches parents du malade et au ministère public ; le jury doit se réunir dans les trois jours de la demande.

On croit rêver. Que dire d'un aliéné attendant pendant trois jours la réunion du jury ? de cet interrogatoire du malade ? de la plaidoirie de l'avocat. Tout cela est irréalisable. Legrand du Saulle écrivait en 1881 : « Presque tous les fous qui sont soumis à l'épreuve de l'interrogatoire ressentent profondément l'émotion qu'inspire toujours l'appareil de la justice... en outre l'aliéné délire beaucoup moins, et souvent même pas du tout, quand il subit un interrogatoire. »

Le projet de MM. Gambetta et Magnin était insou-

tenable ; deux ans plus tard, eux-mêmes l'abandonnaient. Dans leur esprit, il n'était évidemment pas sérieux. Ce n'était qu'une œuvre de polémique, un moyen d'opposition politique, non une proposition de réforme mûrie et réfléchie.

Les critiques de la loi de 1838 continuèrent, mais perdirent peu à peu le caractère de violence passionnée qu'elles présentaient auparavant.

M. l'avocat général Dumas, prononçant le discours de rentrée de la Cour de Douai, en 1884, exposait clairement la thèse des partisans de la compétence judiciaire exclusive, pour le placement comme pour la sortie (1) : « de simples particuliers et l'autorité administrative disposent à peu près sans contrôle, disait-il, du sort des aliénés au double point de vue du placement et de la sortie. Et à part le droit de visite dans les établissements qui est attribué aux présidents des tribunaux, aux procureurs de la République et aux juges de paix, en dehors des notifications qui doivent être faites aux parquets, la loi du 30 juin 1838 a laissé à l'écart l'autorité judiciaire. Est-ce bien là la part qui revient à la justice, dans une matière qui intéresse à un si haut degré la liberté individuelle?... Un internement touche à l'état de celui qui en est l'objet, comme il touche à sa liberté. Or s'il est dans notre droit un point indiscutable, c'est

1. Dumas, *Des modifications à apporter à la loi du 30 juin 1838 sur les aliénés.*

que les questions d'état comme celles qui intéressent la liberté individuelle ne peuvent être examinées et résolues que par une seule autorité, le pouvoir judiciaire ». Nous retrouvons ici les idées d'Isambert et d'Odilon-Barrot. Allant plus loin que ce dernier, qui admettait le placement provisoire de l'aliéné par mesure administrative, M. Dumas demandait que l'intervention judiciaire fut préalable à toute mesure de coercition : « Et ce n'est vraiment pas assez, écrivait-il, de reconnaître qu'un placement ne pourra être définitif qu'autant qu'il aura été sanctionné par la justice... Je crois qu'on n'aura sauvegardé tous les intérêts que peut mettre en jeu le placement d'un aliéné qu'autant que l'on aura exigé l'intervention de l'autorité judiciaire avant tout internement. On ne cessera d'avoir à craindre une erreur ou un acte arbitraire et l'opinion publique ne se sentira vraiment rassurée que du jour où un individu ne pourra être conduit dans un asile d'aliénés qu'en vertu et en exécution d'une décision de justice... Je ne crains pas d'affirmer, avec le bon sens, que la guérison du malade ne dépend pas de quelques jours de plus ou de moins passés en liberté. »

Les plus intransigeants parmi les partisans du placement par autorité de justice veulent donc l'intervention de la justice préalable à toute mesure contre l'aliéné. Ils ne se contentent pas d'un placement

administratif provisoire, contrôlé dans un délai rapide par un tribunal.

M. Joseph Reinach se range parmi eux. Il pense que la science aliéniste n'est pas encore assez sûre en ses conclusions pour que l'on puisse « enfermer les gens sur la déclaration d'un ou deux médecins (1) ». La loi de 1838 ne le satisfait ni au point de vue du placement volontaire ni au point de vue du placement d'office : « Le préfet peut avoir été mal renseigné, effrayé plus que de raison, sa bonne foi a pu être surprise par un informateur intéressé... ; quel pouvoir effrayant accordé à un seul homme qui, avec la meilleure volonté du monde, absorbé par mille affaires diverses, se fie complaisamment au premier rapport de police venu ! » Au fond, d'ailleurs, le préfet se base sur des rapports médicaux, et ne peut se baser que sur eux : il se borne en fait à entériner les conclusions du médecin de l'asile, qui se trouve être l'arbitre souverain de la liberté des malades de son établissement. Mais ce médecin est un spécialiste, et M. Reinach se défie, peut-être avec quelque raison, de la tendance des spécialistes à voir partout des malades relevant de leur spécialité. Ce médecin, « il est honnête, juste et désintéressé : soit ! Mais n'est-il pas aussi spécialiste ? Un spécialiste des maladies de

1. J. Reinach, Rapport à la Ch. des députés, 1890, p. 14.

l'estomac ou du cœur n'en trouve-t-il pas souvent chez l'homme le mieux portant ? »

Le placement volontaire de la loi de 1838 est plus dangereux encore que le placement d'office. Avec le préfet, M. Reinach ne craint que l'erreur de ce fonctionnaire. Mais ici ? Les vengeances privées les plus mesquines, les convoitises les plus basses d'héritiers pressés ne trouvent-elles pas un moyen redoutable de se satisfaire ? Sans doute, dans les vingt-quatre heures, le spécialiste de l'établissement avertit le préfet ; sans doute, dans les trois jours, « le fou, ou celui qui passe pour tel, ou celui qui a eu le temps de le devenir, doit être visité par les hommes de l'art qu'a commis l'administration et qui sont eux, au-dessus de tout soupçon. Voici donc l'erreur même : les garanties de la liberté individuelle n'apparaissent qu'après le placement ; ne doivent-elles pas exister avant (1) ? » Cette objection est la même que celle de l'avocat-général Dumas. La conclusion est identique : « Le pouvoir d'internement, conclut M. Reinach, ne saurait dépendre du seul certificat médical qui a constaté la folie ; l'intervention de la magistrature est indispensable » (2).

M. Dubief dans son rapport à la Chambre des

1, Gambetta disait de même, lors de sa proposition de 1870 : « Les garanties sont donc viciées dans leur principe, parce qu'elles devraient exister avant le placement et qu'elles n'apparaissent qu'après. »

2. J. Reinach, *op. cit.*, p. 15 et 16.

députés de 1906, demande également pour le pouvoir judiciaire l'autorité qui appartient actuellement à l'administration. C'est à son avis un des points les plus intéressants de la réforme ; mais il ne croit pas que cette simple translation d'attributions suffise à écarter tout danger de séquestration arbitraire. « L'arbitre principal dont l'opinion sera décisive, dit-il, c'est le médecin. » Aussi préconise-t-il une réorganisation complète du service des aliénés en même temps que l'abandon du placement administratif. Il raille légèrement les intransigeants de toutes les opinions : « Chacun tire à soi, le plus énergiquement possible, la couverture : tandis que les juristes placent des juges partout, les philanthropes, surtout quand ils appartiennent à l'administration, ne veulent des juges nulle part. Quant aux médecins, ils prétendent bien avoir le dernier mot (1). »

Dès 1872, un magistrat de la Cour de Paris, M. le conseiller Bertrand, avait préconisé l'intervention judiciaire postérieure au placement : « Il ne s'agit pas, écrivait-il, de déférer à un tribunal l'examen de la nécessité de la séquestration de chaque aliéné et de lui faire rendre un jugement ; mais simplement de charger les fonctionnaires de l'ordre judiciaire des fonctions que remplit aujourd'hui l'administration. Ils examineraient eux-mêmes l'affaire qui leur serait

1. Dubief, *le Régime des aliénés*, 1909, p. 197.

renvoyée par l'administration, avec les habitudes judiciaires, et ne statueraient qu'après une conviction personnelle acquise ».

Le D^r Bourneville, en 1890, dans son rapport à la Chambre des députés, défendait le corps médical et les asiles contre les attaques passionnées de certains réformateurs qu'aveuglait leur zèle pour la défense des droits de la liberté individuelle. Il faisait remarquer avec raison que toutes les réformes accomplies depuis un demi-siècle étaient l'œuvre des médecins, afin de justifier ses confrères des « accusations de barbarie et d'inhumanité portées contre eux par les adversaires de la loi de 1838, qui, ignorant les progrès accomplis, ne connaissant pas les aliénés, représentaient les médecins comme des geôliers et les asiles comme des prisons. En outre, le D^r Bourneville constatait que les juges n'avaient aucun moyen « de se prononcer légitimement en dehors des renseignements fournis par la science médicale » (1).

Actuellement, la tendance à l'intervention de la magistrature dans le placement des aliénés revêt une forme modérée ; le rapport de M. le sénateur Strauss sur le projet de loi adopté par la Chambre des députés est significatif à cet égard. D'après ce projet, le placement est provisoire jusqu'à ce que soit intervenu un jugement, qui aura seul le pouvoir de rendre le placement définitif.

1. Bourneville, rapport à la Chambre des députés, 1890, p. 4.

Ce système est une transaction qui essaie de concilier tous les intérêts en présence, la liberté individuelle, la sécurité publique, le droit de l'aliéné à être soigné le plus rapidement possible. Il donne satisfaction au principe de notre droit public invoqué depuis 1838 par tous les opposants à la loi, en laissant la justice souveraine maîtresse de la liberté des citoyens. M. Strauss écrit : « L'intervention de l'autorité judiciaire a été impérieusement réclamée par l'opinion publique ; elle est aujourd'hui unanimement acceptée... Mais on pouvait craindre que son intervention ne fit obstacle aux mesures d'urgence qui s'imposent parfois, tant dans l'intérêt du malade que dans l'intérêt de la société elle-même. Notre texte nous semble concilier toutes ces exigences contradictoires (1) ». C'est un texte de transaction. Sans doute, on peut objecter que la garantie judiciaire n'existe pas avant l'internement ; que du moment qu'un individu non aliéné peut être retenu dans un asile, ne fut-ce que vingt-quatre heures, la liberté individuelle est toujours exposée à être violée. Evidemment. Mais la liberté individuelle n'est qu'une des faces du problème. Sans parler de l'intérêt du malade, il faut aussi songer à la sécurité publique, qui vaut bien qu'on lui fasse quelques sacrifices.

1. P. Strauss, Rapport au Sénat, 1913, p. 45.

CHAPITRE III

L'opinion médicale

L'opinion médicale est en général hostile à l'intervention de la magistrature dans le placement et la surveillance des aliénés. Elle n'admet point que dans une question où il s'agit du traitement de malades, on fasse intervenir des magistrats, naturellement incompétents, dont l'action ne peut être qu'inutile et même nuisible. La loi de 1838 paraît bonne aux médecins ; s'ils lui reprochent quelque chose, c'est plutôt de compliquer un peu trop les formalités administratives du placement, et de multiplier à l'excès les visites, dans les asiles, de fonctionnaires que leurs attributions et leurs études antérieures ne qualifient nullement pour cela.

Ce n'est pas dire que parmi les médecins on ne trouve quelques dissidents : sous le second Empire, nous l'avons vu, le Dr Thulié s'était rangé parmi les opposants à la loi de 1838. En 1901, le Dr Toulouse

écrivait dans le *Journal des Débats* des articles (1) que n'auraient pas désavoué les plus ardents d'entre eux. « Nul ne peut être arrêté, disait-il, sans être interrogé par un juge, nul ne peut être privé de sa liberté sans avoir été condamné par un tribunal. L'individu présumé insensé est livré à l'autorité administrative, soumis à l'examen des médecins. Et dans le huis-clos, sans avocat, sans conseil, il est maintenu de force dans un établissement. » On croirait entendre Gambetta stigmatisant « l'enceinte ténébreuse où la médecine aliéniste rend ses oracles. « Le D^r Toulouse demandait pour l'aliéné le droit commun ; s'il commet des crimes ou des délits, il en sera responsable : « chacun doit être libre à ses risques et périls, et s'entourer des soins qui lui paraissent convenables. Toutefois cette liberté doit avoir un correctif, et il n'y en aura qu'un de convenable, c'est la responsabilité civile. Celui qui commet un dommage à autrui doit en être rendu responsable... Si l'on veut empêcher qu'un aliéné nuise à autrui, il faudra attendre qu'il ait commis des actes délictueux, des menaces par exemple. A ce moment le tribunal le jugera, comme tout autre citoyen, avec l'aide des médecins. »

La thèse est poussée jusqu'à l'absurde. Nous n'insisterons pas sur l'illogisme qu'il y a à rendre civilement responsable un individu précisément irrespon-

1. *Journal des Débats*, numéros des 2 février et 11 mai 1901.

sable en fait, et à attendre qu'il ait tué ou incendié pour le mettre hors d'état de nuire. Masson (1) a fait de cette théorie une excellente critique à laquelle nous n'avons rien à ajouter.

Le D^r Dubief est également un médecin qui ne se place pas parmi les admirateurs de la loi de 1838. Il est vrai qu'il est également parlementaire.

Mais ce ne sont là que quelques exceptions qui troublent à peine la parfaite unanimité du corps médical en général et des aliénistes en particulier. En 1886, lors de la discussion au Sénat du projet de réforme de la loi sur les aliénés, le D^r Combes résuma le fond de la pensée de tous ses confrères : « C'est une question de maladie qu'il y a à juger, dit-il. Pourquoi appeler un juge ? Pour juger si un individu est capable, prenez un juge, à la bonne heure ! Mais pour juger s'il est malade ? Appellerez-vous un juge pour diagnostiquer une fluxion de poitrine ? Non. Pourquoi agir autrement quand il s'agit d'aliénation mentale ? » Il ajoutait qu'en pareille matière le pouvoir du magistrat n'était qu'une fiction. Pour rendre un verdict raisonnable, celui-ci serait fatalement amené à entériner purement et simplement les conclusions du certificat médical. Il fallait donc, pour être logique, donner le pouvoir de décision au médecin seul, puisque seul il est compétent.

1. Masson, *la Liberté individuelle et les aliénés*, thèse, Paris, 1902.

Cette théorie, en l'état de notre droit public, amènerait à faire de la médecine un quatrième pouvoir, ou à peu près. Les résultats pratiques ne seraient probablement pas très différents de ceux obtenus dans le Wurtemberg — à condition de réglementer administrativement le système ; dans ce pays, particulièrement par l'organisation d'un « Medical Collegium » présidé par un Conseiller d'Etat, la médecine est presque, en notre matière, une branche de l'adminisération.

Le Dr Régis se montrait partisan de la loi de 1838 (1), qui résolvait fort bien, selon lui, le difficile problème d'assurer le traitement rapide du malade sans compromettre la liberté individuelle : elle simplifie en effet les formalités du placement, tout en multipliant les garanties scientifiques, administratives et judiciaires. Il était difficile de mieux faire, et s'il y avait excès en quelque chose c'était assurément du côté des garanties accordées à la liberté individuelle. Sans doute, les réclamations ne tardèrent pas, inspirées par des aliénés intelligents, vindicatifs, enclins au mal, à lucidité apparente, persécuteurs et processifs. La presse et la littérature s'en emparèrent, enflévrant l'opinion publique à laquelle juristes et hommes politiques sont trop enclins à sacrifier. Régis fait remarquer qu'Henri Rochefort, dans *l'Intransigeant*, à propos de la création d'asiles d'Etat pour les aliénés.

1. *Journal de médecine de Bordeaux*, n° du 23 janvier 1887.

aits criminels, une des réformes cependant qui peuvent passer pour les meilleures, n'hésitait pas à écrire qu'il ne valait pas la peine de se donner tant de mal pour ne rien changer, et que peu importait pour l'aliéné le bague ou le cabanon. Que penser, ajoutait l'éminent aliéniste, d'une opinion publique échauffée par de tels arguments ? Sans doute il s'agit ici de liberté individuelle comme de maladie. La magistrature a seule le droit de prononcer sur la détention d'un citoyen. Oui, s'il s'agissait d'une véritable détention, d'un emprisonnement ; mais ce n'est pas le cas : il s'agit ici d'une mesure de traitement, d'un isolement qui est un agent thérapeutique. Il existe des lois sur les épidémies, des mesures de police prescrivant des quarantaines ; va-t-on chercher un tribunal pour découvrir le choléra à bord d'un paquebot qui arrive d'Extrême-Orient ?

Le Dr Régis critiquait les tendances du projet alors en discussion au Sénat, rapporté par Th. Roussel, et émettait des idées analogues à celles du Dr Combes. Quoi qu'on fasse, les partisans du projet en conviennent, le rôle du médecin sera toujours nécessairement prépondérant. A quoi sert, par conséquent, l'intervention du pouvoir judiciaire ? A satisfaire l'opinion ? C'est inutile, et indigne d'un législateur soucieux de ses devoirs et de l'intérêt réel du pays. D'ailleurs, cet enregistrement de la décision médicale ne fait que rabaisser le rôle du magistrat, qui sous couleur

de confirmer et sanctionner les réquisitions écrites du procureur, ne fera que confirmer et sanctionner le diagnostic des médecins. C'est là un cadeau redoutable que l'on fait à la magistrature en l'introduisant dans le placement des aliénés. La loi de 1838 a déjà permis des erreurs déplorables : on a vu des aliénés, paraissant sains d'esprit au procureur et sortant de l'asile sur son ordre, assassiner ou incendier quelques jours après. Les magistrats sont ici sur un terrain qui leur est étranger ; fatalement ils se tromperont ou seront trompés, et l'opinion publique, nullement apaisée, se retournera contre eux.

Les magistrats se tromperont forcément. Régis cite un cas où un individu dut être interdit et enfermé après que le juge commissaire l'eut déclaré parfaitement sain d'esprit à la suite d'un minutieux interrogatoire qui avait duré trois heures ; c'était un fou, fils de fou, entendant des voix, halluciné, délirant et impulsif. Pour s'en rendre compte, il suffisait d'observer à son insu ce malade, qui dans un interrogatoire en bonne et due forme, se défiait et répondait correctement.

Tous les aliénistes pensent comme pensait Régis. Nous sommes ici sur un terrain très glissant où le moindre faux pas peut avoir de très fâcheuses conséquences. Le Dr Salomon cite le cas d'un malade, qu'il avait soigné dans un asile (1). « M. M... avait

1. Salomon, *Autour de la loi sur les aliénés*, p. 16.

des hallucinations de l'ouïe ; il était averti par des « voix » que sa femme le trompait. Ces voix nommaient ses amants, donnaient l'heure des rendez-vous... M... ne délirait que sur ce point ». Résultat : M... fut interné. Après une apparence de guérison, il fut interné une seconde fois. Relâché de nouveau, il se décida à rester tranquille et à vivre en bonne intelligence avec sa femme : « douze ans se sont écoulés depuis sa dernière séquestration, jamais personne ne l'a vu délirer, continue le Dr Salomon qui a suivi son malade. Est-il guéri ? Tout le ferait croire. Il n'en est rien cependant ; M... a toujours les mêmes hallucinations. Il dissimule son état délirant pour éviter une nouvelle séquestration. Pour lui, ses voix ont raison, sa femme est une coquine qui le trompe, mais elle est trop rouée pour se laisser prendre et s'il avait l'air de s'apercevoir de sa mauvaise conduite, on le ferait encore séquestrer ».

On conviendra que M... est un individu dangereux, au moins pour sa femme et les amants supposés. Ce sont ces « monomaniaques », ne délirant que sur un point précis, qui fournissent les cas les plus nombreux des séquestrations arbitraires. Les aliénés les plus dangereux sont précisément ceux qui paraissent sains d'esprit, même à un homme averti. C'est le cas de toutes les folies partielles. Comment ces malades, qui trompent quelquefois leur médecin, ne tromperaient-ils pas des magistrats ? Les mystiques, les hallucinés, les

mégalomanes sont surtout dangereux ; les persécutés le sont encore davantage ; dès qu'ils ont « systématisé leur délire » (1) ils deviennent persécuteurs. Souvent c'est leur médecin qui est leur ennemi principal : les médecins d'asile en font fréquemment la triste expérience.

Le D^r Fillassier dans une étude sur la réforme de la loi de 1838 devant la Commission du Sénat (2), marque également de la défiance envers l'intervention de la justice. Il rappelle le cas, cité par le D^r Magnan en 1904, d'un alcoolique, sorti par ordre du tribunal, qui se remit à boire : aussi un mois après il tua sa femme ses quatre enfants et deux voisins à coups de hache. Encore, l'histoire de ce séminariste, rapportée par M. Morizot-Thibault : après deux requêtes et quelque hésitation, le tribunal le remit en liberté, malgré l'avis contraire du médecin : à peine rentré dans sa famille, il tua sa sœur dans l'étable et donna de son acte cette explication : « Je suis un pauvre pécheur, j'avais besoin de laver mes péchés dans le sang d'un juste ».

Le D^r Fillassier reproche en outre à l'intervention judiciaire de substituer l'irresponsabilité d'un tribunal à la responsabilité instituée par la loi de 1838.

Les médecins repoussent unanimement l'intervention

1. Régis, *Manuel de médecine mentale*.

2. *Annales médico-psychologiques*, n^o de juin et juillet 1913 (10^e Série, t. III et IV).

judiciaire. Le juge est incompétent ; par conséquent son intervention ne peut être qu'inutile ou nuisible. Son action a des lenteurs incompatibles avec l'urgence de l'isolement et du traitement, d'ailleurs le recours au tribunal existe. A quoi bon modifier la loi de 1838 sur ses points ? Les médecins ne s'embarrassent pas des principes du droit public dans une question qu'ils considèrent comme uniquement médicale. Ils se bornent à affirmer — et il semble bien qu'ils aient en cela absolument raison — qu'il n'y a pas, en fait, de séquestration arbitraire dans les asiles. Donc la loi actuelle est bonne. Ils est inutile de la remettre sur le chantier pour satisfaire ce que Vivien appelait « un intérêt théorique », où le docteur M. Briand voit « un amoindrissement à la garantie actuellement offerte par les dispositions légales ».

Les aliénistes croient apercevoir dans bien des tentatives de modifications de loi de 1838 le désir de faire quelque chose pour l'opinion publique. Il dénoncent sévèrement cette tendance, qui pousse à remplacer une loi qui a fait ses preuves, loi qui serait excellente avec quelques retouches de détail.

De quoi s'agit-il en somme ? d'assurer le placement et la surveillance des aliénés de façon à éviter toute séquestration arbitraire. Or il n'y a pas eu de séquestrations arbitraires jusqu'à présent.

Cette affirmation est d'ailleurs vivement contestée par les partisans des réformes. « Qui dira, dit M^r Dubief,

le nombre des malades internés dans des asiles privés sans nécessité, surtout pour assurer à une famille cupide la libre disposition des biens dont elle s'attribue ainsi la jouissance et le profit ? » (1) Les aliénistes répondent avec raison qu'en soixante ans on n'a pu citer à l'appui de cette thèse que cinq ou six affaires, suscitées par des fous partiels, hallucinés, persécuteurs, qui parvinrent à intéresser à leur cause une presse portée à faire un violent tapage autour du moindre incident. La plus caractéristique, peut-être, est l'affaire Sandon ; elle est trop connue pour qu'il soit utile de l'exposer en détail. Mais ce que l'on raconte moins souvent, c'est la fin de l'histoire de ce personnage.

On sait que Sandon était un avocat de Limoges, qu'une cause importante plaidée à Paris avait mis en rapport avec un avocat de la capitale, M^e Billaud. La conduite de Sandon en cette affaire fut si bizarre qu'il fut rayé du tableau de l'ordre et condamné : encore l'arrêt de la Cour mentionnait-il le trouble momentané des facultés de Sandon, pour expliquer l'indulgence dont la Cour avait fait preuve à son égard. Sandon rendit Billaud responsable de ses désagréments, et ne cessa de le harceler de demandes de dommages-intérêts, particulièrement lorsque Billaud fut devenu un homme politique en vue. Sandon fut arrêté plusieurs

1. Dubief, *le Régime des Aliénés*, p. 136.

fois, puis interné à Charenton par ordre de Billaud, alors Ministre de l'Intérieur. Il en sortit à la mort de Billaud : c'était une mesure de faiblesse du gouvernement prise dans l'espoir d'apaiser la polémique virulente des journaux. On lui accorda même une indemnité. Et M.J. Reinach, qui dans son rapport à la Chambre des députés en 1890, raconte cette histoire et en fait état, conclut plaisamment que Sandon, « évidemment guéri, se mit à écrire des brochures bonapartistes ». Les faits sont tout autres : mis en liberté et Billaud mort, Sandon s'attaqua à Rouher, ce qui prouve bien la manie de persécution du personnage et le 24 août 1870 il entra à la maison municipale de santé pour un abcès congestif du cerveau ; le D^r Besnier fit les remarques suivantes sur le malade : congestion de la face, gêne de la parole, faiblesse des membres inférieurs, incohérence dans les idées, aberration dans les actes. Le 26 octobre 1872, Sandon mourait à l'Hôtel-Dieu des suites d'une hémorragie cérébrale. L'autopsie révéla l'épaississement et l'opacité des méninges, avec quelques adhérences à la partie moyenne du lobe cérébral gauche ; et, outre le foyer hémorragique qui avait entraîné la mort, on trouva sept autres foyers hémorragiques anciens, de dimensions variées et de dates différentes (1).

1. Brierre de Boismont, *Examen médico-légal de l'affaire Sandon, pour servir à l'histoire de la folie raisonnante au XIX^e siècle* (Annales médico-psychologiques, 1873).

Sandon était manifestement un aliéné lucide persécuteur. « A qui fera-t-on croire, écrit le Dr Salomon, que les aliénistes distingués de Bicêtre se sont fait aussi facilement les complices de l'infamie reprochée à Billaud. L'histoire des 17 internements de Sandon ne prouve qu'une chose: c'est que Sandon devait être un vulgaire persécuté facilement séquestrable ».

Et cependant ce fou, pendant dix ans, occupa le gouvernement, la presse et le public ; « il devint un personnage à ce point redoutable que le gouvernement en vint à lui servir une pension au lieu de le tenir séquestré » (1), et qu'un ancien ministre, de Persigny, trompé lui-même, déplorait le scandale.

Cette histoire est significative des entraînements de l'opinion publique surexcitée par une presse aveugle. Dans la suite elle a été citée ou évoquée par des auteurs des plus sérieux (2) qui ont écrit sur la matière, par des parlementaires à la tribune. L'influence qu'a exercée la soi-disant séquestration illégale de ce fou sur certains esprits, et non des moindres, n'est pas niable. Les aliénistes agissent sagement, lorsqu'ils mettent en garde le législateur et le juriste contre un entraînement irréflecti. M. le professeur Larnauze constate que « l'opinion publique s'égare souvent

1. Cullère, *les Frontières de la folie*, 1888, p. 165.

2. Par ex. Dayras, *Réformes à introduire dans la loi du 30 juin 1838*, p. 194.

quand elle se trouve aux prises avec un pareil sujet », sujet qui, selon le mot de M. Strauss, « peut l'entraîner à de généreuses erreurs ». Généreuse ou non, une erreur est toujours une erreur, et le législateur n'a pas le droit d'en faire état.

Une chose est certaine : on n'a jamais pu prouver un seul cas de détention arbitraire dans un asile. Le D^r Victor Paraut remarque (1) que l'enquête faite en 1907 sur l'ordre de M. Clémenceau, président du Conseil et ministre de l'Intérieur, ne donna rien. Tous les aliénés étaient à leur place. Aussi l'éminent aliéniste blâme-t-il fort M. Dubief de donner créance à tous les racontars de l'opinion publique, pour laquelle il professe, en la matière, un mépris absolu et, selon nous, justifié.

1. *Annales médico-psychologiques* : « Le régime des aliénés, à propos d'un ouvrage récent », n° de novembre 1909, 9^e série, t. X.

CHAPITRE IV

Les modalités pratiques de l'intervention judiciaire dans le placement

Cet antagonisme profond qui divise le corps médical et les juristes provient évidemment de la difficulté particulière que présente la question. Les intérêts en présence sont multiples. Il n'y a pas, croyons-nous, à se préoccuper de savoir si le placement administratif viole ou non le principe de la séparation des pouvoirs, invoqué par les opposants de 1838. On ne ferait que rendre plus obscure une discussion qui l'est déjà beaucoup trop. Il faut trouver une solution pratique.

Quels sont les intérêts, plus ou moins divergents, que met en opposition le placement d'un aliéné dans un asile ? Nous en voyons trois : l'intérêt de la société, celui de l'aliéné, celui de la famille de l'aliéné.

La collectivité a incontestablement le droit et le devoir de se protéger, de protéger ses membres contre les méfaits possibles d'un irresponsable. L'aliéné est souvent redoutable ; il peut toujours devenir dan-

gereux, même s'il est la plupart du temps inoffensif, ainsi que le rappelait le D^r Magnan à l'Académie de Médecine, le 26 mars 1914 (1). Les nombreux drames de la folie, qui avaient préoccupé les promoteurs de la loi de 1838, sont toujours d'actualité.

D'autre part l'aliéné a évidemment le droit d'être protégé contre lui-même et soigné dans les meilleures conditions possibles ; il doit être rapidement isolé, car la science aliéniste place au premier rang la nécessité d'enlever le malade à son milieu habituel.

Ces deux points de vue réclament donc un placement rapide, affranchi de toute formalité gênante susceptible de le retarder. Et il est évident que la loi de 1838 serait inattaquable si la science aliéniste était infail-
lible en ses conclusions, et si les hommes étaient tous au-dessus du soupçon : deux conditions qui ne seront très probablement jamais réalisées.

Enfin la famille est atteinte quand un aliéné se révèle dans son sein : elle a une tendance bien explicable à dissimuler une tare qui rejaillit sur tous ses membres. L'Etat aura-t-il le droit de forcer ce secret et pourra-t-il, sous couleur d'assistance et de protection du malade, pénétrer dans l'intimité du foyer familial, rendre ce malheur public ? L'Etat pourra-t-il se désintéresser de ce malade quand sa famille le

1. *Bulletin de l'Académie de Médecine*, séance du 26 mars 1914.

soigne, ou au contraire surveiller les conditions dans lesquelles il est soigné ?

Autant d'intérêts adverses, également respectables, qui se heurtent, rendant la solution fort ardue. Chacun voit la question à son point de vue particulier : le médecin veut soigner vite, partant interner immédiatement tout individu suspect d'aliénation mentale. Le juriste, inquiet pour la liberté individuelle d'un citoyen, demande la mise en marche de l'appareil judiciaire. L'administrateur se préoccupe d'assurer l'ordre public. Il n'est pas jusqu'à l'aliéné lui-même qui souvent ne proteste hautement de l'intégrité de ses facultés mentales, et qui ne trouve quelquefois un journaliste pour amener l'opinion publique. C'est à bon droit que M. le professeur Larnauze a pu se demander s'il était vraiment possible de contenter tout le monde et de faire une bonne loi sur les aliénés.

Le principe de la loi de 1838 est que le placement volontaire comme le placement d'office sont parfaits et définitifs par eux-mêmes dès qu'ils sont effectués. Sans doute le recours existe : mais ce recours est une action en sortie, non une formalité du placement qui est juridiquement accompli dès que le malade est interné.

Les diverses propositions de réformes, faites précisément en vue de modifier cet état de chose, prennent naturellement la formule opposée du placement par autorité de justice. Le placement sur demande des

particuliers et le placement administratif d'office sont maintenus par ces projets, mais comme mesures essentiellement provisoires nécessitées par les exigences particulières de la matière ; ils ne seront définitifs qu'après l'intervention d'une décision judiciaire. C'est le renversement du principe de 1838. Des mesures de détail ont été proposées pour compléter la réforme : l'obligation de faire viser la demande, la nécessité d'un certificat médical double, la présentation d'un rapport circonstancié au procureur de la République.

LE VISA

Dès la discussion de 1838, on s'occupa d'entourer de certaines garanties la demande de placement volontaire. Le gouvernement proposait que l'autorisation de l'administration fut exigée pour formuler une demande de placement. Le rapporteur, Vivien, repoussa ce principe et parvint à faire maintenir sur ce point le régime de liberté absolue de l'ordonnance de police de 1838. Ce régime a de bonne heure paru scandaleux à beaucoup d'esprits (1), qui, comme le Dr Dubief, trouvaient étrange qu'un aliéné, fût-il réellement malade, puisse être enlevé à sa famille sans même qu'elle le sache. Le texte adopté

1, En ce sens Larnaude, rapport à la Soc. d'Et. législatives, 1904, pages 16-20,

par le Sénat en 1886-1887 porte, article 14 : « La demande... est visée par le juge de paix, le maire ou le commissaire de police. En cas d'urgence, le visa n'est exigible que dans les quarante-huit heures de l'admission ».

Cette prescription a été maintenue telle quelle dans la proposition de M. J. Reinach (1890) et dans le texte adopté par la Chambre des députés en 1907. Elle a été également maintenue dans le texte proposé par la Commission du Sénat en 1912, sous une forme légèrement différente : ce serait le certificat médical qui recevrait le visa au lieu de la demande qu'il accompagne. Le résultat recherché et obtenu serait le même : prévenir en tout état de cause l'autorité publique du placement, et la famille s'il y a lieu.

Ce visa n'est pas à proprement parler une formalité judiciaire : le maire et le commissaire de police peuvent l'apposer comme le juge de paix.

Les médecins sont en général défavorables au visa. Le D^r Paraut y voit une formalité paperassière inutile. Le D^r Fillassier (2) remarque avec raison qu'il ébruite, particulièrement dans les petites communes, un malheur qui peut n'être que passager, et qui devrait être caché jusqu'à plus ample informé. Ce visa risque donc d'être désagréable aux familles, et d'être cause

2. Fillassier, *op. cit.* (*Annales médico-psychol.*, juin-juillet 1913).

d'hésitations et de retards préjudiciables à l'aliéné et à son entourage. Aussi le Dr Fillassier regrette-t-il que la Commission du Sénat l'ait maintenu dans son texte.

RAPPORT CIRCONSTANCIÉ

Le texte du Sénat de 1886-1887 prescrivait qu'avec la demande visée et le certificat médical, il serait remis au directeur de l'asile au moment du placement un rapport au procureur de la République sur l'état mental de la personne placée. Ce rapport devait être circonstancié et indiquer : la date de la dernière visite faite au malade par le signataire, sans que cette date put remonter à plus de huit jours — les symptômes observés et les preuves de folie constatées personnellement par le signataire — la marche de la maladie — les motifs d'où résultait la nécessité de faire traiter le malade dans un établissement et de l'y tenir enfermé.

En outre certaines précautions étaient prises pour garantir la sincérité du rapport. Il ne pouvait être admis s'il était l'œuvre d'un médecin de l'établissement ou si l'auteur était parent ou allié jusqu'au second degré inclusivement du chef responsable, du propriétaire de l'établissement, ou d'un médecin attaché à cet établissement, ou de la personne qui avait demandé le placement, ou du malade à placer. En cas d'urgence, un rapport sommaire suffisait, le rap-

port circonstancié étant exigible dans les quarante-huit heures seulement,

Le texte adopté en 1891 par le Conseil supérieur de l'Assistance publique et celui de la Chambre des députés de 1907 maintenaient le rapport au procureur de la République. La Commission du Sénat l'a supprimé. Dans la pensée de ses promoteurs, ce rapport était destiné à suppléer aux lacunes du certificat d'entrée, considéré comme trop sommaire par beaucoup de bons esprits. Il obligerait le médecin à approfondir le cas, l'empêchant de se faire un avis trop à la légère.

Cependant, les aliénistes estiment ce rapport inutile.

Il faut observer qu'un diagnostic certain n'est pas toujours facile à établir rapidement, à première vue, et que la fourniture d'un rapport serait dans bien des cas presque impossible. Le Dr Fillassier cite le cas d'un boutiquier, qui, barricadé dans sa cave et armé, voulait tuer sa femme ; on parvint à le maîtriser, et le soir même il était à Charenton. Comment dans ce cas faire un rapport circonstancié, même avec les quarante-huit heures de délai que l'urgence, ici incontestable, aurait laissées au médecin, sur les « symptômes observés » et la marche de la maladie ? (1) (2).

1. Est maintenu le rapport qu'adresse au Préfet — et au procureur de la République — le médecin commis pour visiter un aliéné placé dans un établissement privé, dans les trois jours du placement.

2. Fillassier. *Op. cit.* (*Annales médico-psych.*, juin-juillet 1913).

ORGANISATION DU PLACEMENT JUDICIAIRE

Ce rapport circonstancié, dans les diverses propositions, faisait partie d'un ensemble de mesures organisant le placement judiciaire. Le texte du Sénat de 1887 procédait ainsi : dans les vingt-quatre heures de l'entrée, le directeur de l'asile adressait le bulletin d'entrée, la copie de la demande d'admission et du rapport circonstancié, la copie du certificat du médecin de l'établissement, dit certificat de vingt-quatre heures : 1^o au préfet du département — 2^o au procureur de la République de l'arrondissement du domicile de la personne placée — 3^o au procureur du lieu de l'établissement. Ce dernier transmettait ces pièces, accompagnées de ses réquisitions écrites, au tribunal de l'arrondissement de l'asile, qui statuait d'urgence en chambre du conseil. S'il le jugeait utile, le tribunal pouvait d'ailleurs ordonner une expertise. La décision de maintenue ou de levée de placement était notifiée sur-le-champ au préfet et au directeur de l'asile.

La proposition de loi de M. Joseph Reinach de 1890 maintenait telles quelles ces dispositions. Le texte adopté l'année suivante par le Conseil supérieur de l'Assistance publique, tout en conservant les autres garanties de la proposition du Sénat, faisait disparaître l'intervention du tribunal, repoussant le principe du placement judiciaire.

M. Dubief le releva en 1906, avec des modalités un peu différentes du texte du Sénat. Le projet Dubief donnait au président du tribunal le droit de statuer sur la maintenue ou la mainlevée du placement : le tribunal n'intervenait que lorsque le président, ayant des doutes ou se trouvant en face d'une opposition de l'aliéné, de son conjoint, d'un parent ou d'un ami, jugeait à propos de le saisir. Le tribunal statuait en chambre du Conseil, après avoir ordonné une expertise médicale contradictoire par deux médecins, s'il l'estimait nécessaire.

Le rapporteur justifiait la proposition par des considérations familières aux adversaires de la loi de 1838 (1) « Il est certain que cette loi, disait-il, doit la plus grosse part de son impopularité à la facilité avec laquelle peut être ordonné le placement à l'asile.. ; l'intervention du président du tribunal pour statuer sur le maintien ou la sortie constitue dans la loi nouvelle la plus précieuse garantie pour la liberté individuelle ». Insistant sur les précautions prises en cas de contestation et l'expertise contradictoire, M. Dubief ajoutait : « Le seul homme capable de prononcer en pareille matière n'est-il pas le médecin ? Mais s'il est constitué une véritable enquête dans laquelle le médecin apparaît en qualité d'expert n'est-ce pas à un juge qu'il est logique d'accorder le

1. Dubief. Rapport à la Chambre des députés (1906), p. 34 et 36.

droit de prononcer, plutôt qu'à un fonctionnaire administratif comme le préfet, et puisqu'il s'agit pour un citoyen de la privation de la liberté, n'est-ce pas au juge, pour rester d'accord avec notre droit public, qu'il appartient de décider ?

« Pour rassurer la conscience publique sur le danger si souvent dénoncé des séquestrations arbitraires, cette mutation d'attributions ne suffisait pas, si elle ne s'accompagnait de toute une série de précautions que nous avons voulu prendre, et dont il faut entourer l'enquête et surtout l'acte qui, presque toujours, provoque la décision du juge, c'est-à-dire la déclaration médicale ».

Le projet de loi rapporté au Sénat par M. Strauss en 1912 maintient le principe du placement judiciaire, mais en rendant au tribunal le pouvoir de décision.

Une modification importante a en outre été introduite par la Commission du Sénat. Dans les propositions de réformes précédentes, la justice était appelée à se prononcer dans le délai d'une quinzaine après le placement. Le directeur de l'asile devait en effet envoyer au procureur de la République le bulletin d'entrée, les copies de la demande d'admission, du rapport circonstancié, du certificat de vingt-quatre heures, et la copie d'un second certificat du médecin de l'établissement, certificat circonstancié établi quinze jours après le placement (1). Aussitôt après, le pro-

1. Ce certificat existe sous le régime actuel : mais il n'est adressé qu'au préfet.

cureur saisissait le tribunal. Le malade placé était donc, en fait, soumis à une période d'observation de quinze jours. La Commission du Sénat maintient ces dispositions (sauf, nous l'avons vu, le rapport circonstancié d'entrée), mais écrit dans sa proposition, à l'article 7 : « Le tribunal saisi a seul qualité pour rendre le placement définitif : il prend à cet effet une décision en chambre du Conseil et basée sur les certificats médicaux délivrés par le médecin de l'asile *au cours d'une période d'observation qui ne doit pas dépasser six mois.* » Comme l'explique M. Strauss, il n'y a pour le tribunal nulle obligation d'attendre que les six mois soient écoulés. Si le tribunal le juge utile, il pourra statuer quand bon lui plaira ; la loi spécifie simplement que sa décision devra intervenir nécessairement dans les six mois. C'est un délai maximum accordé au médecin pour se faire une opinion sur les cas les plus douteux, et non un délai normal de rigueur pour tous les placements (1).

Le texte adopté en première délibération par le Sénat le 23 décembre 1913 spécifie que « à l'expiration de la période d'observation, qui ne doit pas dépasser six mois, le procureur de la République qui a l'établissement dans son ressort, saisit sans délai le tribunal du placement provisoire dont il est avisé ; le tribunal statue en chambre du Conseil dans les cinq jours ».

1. Strauss. Rapport au Sénat (1912), p. 45.

Le texte de la Commission ne fixait pas de délai au tribunal pour statuer ; en outre il faisait du délai de six mois un maximum susceptible d'être le plus souvent abrégé par le tribunal. Le texte voté en première lecture par la Haute-Assemblée est légèrement différent, et semble laisser au médecin le droit de juger si la période d'observation est suffisante ou non. Cette seconde interprétation serait la plus raisonnable.

Cette prescription d'une période d'observation pouvant aller jusqu'à six mois est des plus heureuses. Ce délai de quinzaine était trop court pour permettre au médecin, dans bien des cas, de présenter au tribunal un diagnostic certain. Le D^r Fillassier, pourtant nettement hostile à l'intervention judiciaire dans le placement, pense que cette intervention perdra beaucoup de ses inconvénients en ne se présentant qu'au bout de six mois (1). Il semble qu'il y ait ici un *modus vivendi* acceptable par tous les intéressés.

La procédure est celle de la chambre du Conseil. L'audience publique doit être soigneusement évitée. Cela se conçoit. La publicité de l'audience ébruiterait un malheur et serait odieuse aux familles ; les conséquences pourraient en être désastreuses pour le malade si on le faisait comparaître. En outre, dans bien des cas, cette comparution n'éclairerait en rien

1. Fillassier, *op. cit.*,

la religion du tribunal : un persécuté-persécuteur, ou un monomane, dissimulerait facilement son affection. Bourneville indiquait une autre raison qui milite en faveur de la chambre du Conseil, raison de sécurité : « Les malades se croiront prévenus ou accusés, disait-il. Ils ne paraîtront pas seuls ; il faudra sans doute appeler le membre de la famille qui a signé la demande d'admission, le médecin ou les médecins qui auront signé le certificat d'aliénation. N'est-ce pas désigner les uns et les autres à des vengeances redoutables » ? (1) Il faut évidemment opérer avec prudence et circonspection, et la chambre du Conseil est la seule procédure à suivre. La publicité de l'audience, prônée par Gambetta, serait funeste au plus haut point.

PLACEMENT D'OFFICE

Le placement d'office par les préfets était maintenu dans le texte du Sénat de 1887, mais sous réserve qu'un certificat médical serait nécessaire. Le texte du Conseil supérieur de l'Assistance publique demandait en outre un rapport détaillé chaque fois que les circonstances permettraient de le fournir. Le texte voté en 1907 par la Chambre des députés se contente d'un certificat médical de même que le texte voté en pre-

1. Bourneville, cité par Strauss, rapport au Sénat, 1912.

mière lecture par le Sénat en 1913. Cette garantie est suffisante.

Tous ces textes prescrivent que l'arrêté du préfet cesse d'être exécutoire après quinze jours : « il importait, écrit M. Dubief dans son rapport de 1906, de ne pas laisser entre les mains du préfet une sorte de blanc-seing utilisable à son gré, alors même qu'aucune nécessité ne le commanderait plus ».

Une légère différence de rédaction est à signaler entre l'article 10 du projet en instance devant le Sénat et la loi de 1838 et le texte de la Chambre. Le préfet a le droit de placer d'office, sous le régime actuel, les individus « dont l'état d'aliénation compromettrait l'ordre public ou la sûreté des personnes ». Le projet de la Chambre ajoutait : « ou leur sûreté ou leur guérison ». Le texte du Sénat dit simplement : « en cas de danger immédiat », le préfet peut ordonner le placement par arrêté motivé.

Notons enfin que le texte du Sénat maintient, comme les propositions de réforme antérieures, le droit des maires, et des commissaires de police dans le département de la Seine, d'ordonner le placement dans les mêmes conditions de danger immédiat (1), sous réserve d'en déférer dans les vingt-quatre heures au préfet, qui statue sans délai par arrêté motivé.

Mais le placement d'office, tout comme le place-

1. Et naturellement, comme le préfet lui-même, sur avis conforme d'un certificat médical.

ment demandé, n'est que provisoire, il ne devient définitif que par décision du tribunal statuant en chambre du Conseil (art. 10 du projet du Sénat).

PLACEMENT VOLONTAIRE

Le projet du Sénat, à l'exemple de ses devanciers, distingue non plus deux sortes de placement, comme la loi de 1838, mais trois : le placement d'office par l'administration, ou placement ordonné :

Le placement demandé par un parent ou ami quelconque : c'est le placement volontaire de la loi de 1838 ;

Le placement volontaire, demandé par le malade lui-même. Nous avons examiné les deux premiers.

Le placement volontaire nouveau répond à une évidente nécessité. Dès 1884 le Dr Blanche demandait à l'Académie de Médecine qu'il fût inséré dans la loi une clause spéciale pour le cas, assez fréquent, d'un malade venant de lui-même, sans être accompagné par personne, demander à être admis dans l'asile.

Le texte du Sénat de 1886-1887, comme celui de la Chambre de 1907, soumettrait ce mode de placement à toutes les dispositions de la loi concernant les placements faits sur la demande des particuliers. Le système judiciaire devait donc fonctionner complètement. Le texte du Sénat de 1913 l'abandonne ; une demande de l'intéressé, même verbale, suffit ; le direc-

teur responsable doit seulement s'assurer de l'identité du réquerant. Avis du placement est donné au préfet et au procureur de la République, et c'est tout. Les garanties judiciaires n'interviennent pas. M. Strauss justifiait ainsi cette manière d'opérer : « Si la loi, écrivait-il dans son rapport, multiplie les dispositions protectrices de la liberté individuelle lorsqu'il s'agit d'un placement d'office ou demandé, il ne saurait en être de même lorsque le malade convient de son état et sollicite lui-même son internement... Avis est donné au préfet et au procureur de la République, mais il n'y a pas lieu d'aller au delà et d'exposer les malades à des indiscretions fâcheuses qui ne tarderaient pas à les éloigner de ces établissements » (1). C'est là une remarque fort sage, il est opportun de faciliter l'entrée de l'asile au malade qui, conscient de son état, vient demander des soins.

Si ce malade est mineur, le père, la mère ou le tuteur doivent donner par écrit leur consentement au placement.

Le principe du placement par autorité de justice est donc à la veille d'entrer dans nos lois. Il y fonctionnera régulièrement, à chaque placement. Cette régularité même a semblé un danger à quelques-uns, qui auraient préféré, dans l'intérêt de la liberté individuelle, un système d'intervention judiciaire plus

1. Strauss, *op. cit.*, p. 47.

souple. M. le professeur Larnaude a nettement formulé l'objection : « Les tribunaux, écrit-il dans son rapport à la Société d'Etudes législatives, vont s'habituer à voir défiler devant eux l'énorme quantité de causes d'aliénation mentale où il n'y a pas le moindre doute. Et s'il se trouve au milieu quelques cas intéressants, ces cas vont être noyés au milieu de tous les autres et ne pas susciter une suffisante attention. C'est un grand danger ! En somme, la caractéristique de l'action du juge, c'est qu'il intervient quand il y a doute. Et ici ce sera très rare. Alors le juge ne fera peut-être-t-il pas comme le préfet ? A quoi bon changer (1) ? »

L'objection est forte. L'imposant appareil judiciaire risquera de fonctionner inutilement, de tourner à vide, dès que les magistrats auront pris l'habitude de sanctionner presque automatiquement des internements qui sont justifiés à peu près en totalité. Et si par impossible un cas se présente entaché d'erreur ou de fraude les magistrats risqueront fort de ne point l'apercevoir parmi la masse des autres, et de le couvrir de leur autorité. La réforme si péniblement élaborée manquerait alors son but. En outre la moindre erreur découverte exposerait la justice à toutes les attaques qui n'ont pas été épargnées depuis soixante ans à l'administration et au corps médical. La chose serait au plus haut point fâcheuse. On conçoit aisé-

1. Larnaude. Rapport à la Soc. d'Et. législatives, p. 41-46.

ment que le prestige de la justice doit demeurer au-dessus de toute atteinte.

il y aurait donc intérêt à assouplir l'intervention judiciaire.

Aussi M. le professeur Larnaude proposait-il d'écarter le tribunal et de confier le placement à un juge spécialisé, le « juge des aliénés »; voici comment aurait fonctionné le système :

On aurait institué dans chaque département une Commission spéciale présidée par un juge choisi parmi ceux du ressort, le juge des aliénés. Le placement, d'office ou sur demande, étant effectué, un juge se présentait auprès du malade dans les vingt-quatre heures et saisissait la Commission des aliénés. Celle-ci déléguait un de ses membres à l'asile, et son président, le juge des aliénés, statuait en se basant sur les certificats et rapports médicaux. Le tribunal conservait son droit de statuer sur les recours en sortie, qu'il tient de la loi de 1838.

Cette procédure avait l'avantage de simplifier les formalités du placement et d'obvier aux inconvénients signalés plus haut, tout en restant exclusivement judiciaire, puisque le juge des aliénés seul statuait. Le Dr Magnan n'était pas défavorable à ce système, escomptant que le juge des aliénés deviendrait assez vite circonspect » (1). Les médecins voyaient avec

1. Discussion à la Soc. d'Et. législatives, séance du 28 janvier 1904.

moins de défaveur l'intervention de ce juge des aliénés que celle d'un tribunal tout entier. Mais les différents projets de loi n'ont pas retenu cette intéressante innovation, et se sont rangés à l'intervention judiciaire automatique, malgré ses inconvénients indéniables.

APPENDICE I

Placement des Français à l'étranger et des étrangers en France

Le placement des Français à l'étranger ou des étrangers en France n'est prévu par aucune disposition spéciale dans la loi de 1838. Il en résulte que les étrangers sont, sur notre territoire, soumis au droit commun. Cela peut être cause de désagréments d'ordre international. Certains pays étrangers — l'Angleterre par exemple — qui ont ou croient avoir une législation plus protectrice que la nôtre de la liberté individuelle, peuvent estimer que les droits de leurs nationaux ne sont pas suffisamment protégés.

L'inconvénient inverse, plus grave, est la possibilité de voir nos compatriotes emmenés à l'étranger et internés sans que les autorités françaises soient prévenues. Le rapporteur du projet de 1886, Th. Roussel, constata que ces craintes n'avaient rien de chimérique : « Il n'y a presque pas, disait-il, de grand asile, visité par les délégués de la Commission du Sénat à

l'étranger, où nous n'ayons rencontré quelque Français aliéné. Nous en avons trouvé parmi les aliénés criminels de Broadmoor ; nous avons vu parmi les pensionnaires de Gheel des malades appartenant à des familles considérables de notre pays. Partout nous avons constaté que ces placements, soit qu'ils aient eu lieu à la suite d'une atteinte d'aliénation qui a surpris le Français loin des siens, ou qu'ils soient le résultat d'un placement opéré intentionnellement par une famille, étaient absolument ignorés des autorités publiques, tant de celles du pays d'origine du malade que de celles du pays dans lequel le placement est effectué » (1).

Le projet de 1886 comblait cette grave lacune ; ses dispositions ont été reproduites à peu près exactement par le projet de 1913. Ce texte dispose que nul ne peut être conduit à l'étranger pour être placé dans un établissement recevant des aliénés sans que la déclaration en ait été faite, avant le départ, au procureur de la République du domicile du malade. Cette déclaration sera accompagnée du rapport médical circonstancié exigé par la loi pour les placements dans un établissement privé.

De plus, tout Français qui à l'étranger provoque le placement d'un Français, est tenu d'en faire la déclaration au procureur de la République du dernier domicile du malade, dans le délai d'un mois.

1. Roussel, cité par Strauss, rapport au Sénat, 1912.

Le projet prévoit également les mesures nécessaires pour prévenir les autorités nationales d'un étranger placé en France : sauf urgence, nul étranger ne peut être placé en France sans une demande et un certificat médical légalisés dans son pays d'origine ou par le représentant diplomatique de son pays en France. Dans les trois jours de la notification du placement, le Préfet en donne avis au gouvernement français qui prévient le représentant diplomatique du pays d'origine de la personne placée.

Pour atteindre pleinement leur but, ces dispositions nouvelles devraient être sanctionnées par une convention internationale ou par des traités de réciprocité.

APPENDICE II

Le double certificat médical

Le certificat médical exigé à l'entrée de l'asile est unique dans la loi de 1838 ; ce certificat unique est de plus assez laconique. On peut estimer qu'il y a là une imprudence grave : ce certificat n'oblige pas suffisamment le médecin à approfondir le cas qui lui est présenté. Aussi a-t-on proposé à plusieurs reprises soit d'exiger un certificat plus détaillé, soit d'adopter le système du double certificat, qui existe en Angleterre et dans certaines législations aux Etats-Unis.

Les aliénistes sont en général hostiles à cette pra-

tique du double certificat, qui ne peut que ralentir l'admission du malade, à son préjudice et au préjudice de l'entourage. Le Dr Roubinovitch estime qu'un seul certificat suffit, pourvu qu'il soit rédigé par un médecin compétent en psychiâtrie, et préconise la visite d'un spécialiste départemental. Le Dr Salomon, en 1894, avait déjà demandé la création d'un médecin aliéniste dans chaque arrondissement, par exemple en confondant cette fonction avec celle, qui existe déjà, de médecin légiste. Cette création serait incontestablement fort utile (1).

Le Dr Magnan proposait, pour éviter tout retard, de ne faire rédiger le deuxième certificat que vingt-quatre heures après l'entrée (2).

Après quelques hésitations, le Dr Dubief s'est rallié au double certificat, « deux responsabilités valant mieux qu'une » (3). Sans doute : mais ce qui importe ici, c'est la compétence du médecin, que l'on n'obtiendrait pas par la réunion de deux incompétences, voire de trois.

Le double certificat a été écarté du projet adopté en première délibération au Sénat en 1913. Bien qu'en Angleterre il ne paraisse pas donner de mauvais résultats, il ne semble pas qu'il y ait lieu de le

1. Salomon, *op. cit.*, p. 24.

2. Discussion du rapport Larnaude à la Société d'Et. législ. 1904.

3. Dubief, *le Régime des aliénés*, p. 158.

regretter. Outre qu'il aurait allongé les formalités du placement, il en aurait augmenté les frais. Un seul médecin suffit pour interner un malade, pourvu qu'il sache son métier : c'est dans la création de spécialistes régionaux qu'il faut chercher des garanties qui manquent quelquefois en province, mais non dans une multiplication inutile des certificats.

CHAPITRE V

Le séjour de l'aliéné dans l'établissement.

Surveillance. Sortie.

L'autorité publique doit veiller sur le malade placé dans l'établissement d'aliénés. Elle doit le protéger contre les mauvais traitements, qui peuvent être à craindre avec des malades qu'il faut quelquefois maîtriser. En outre, malgré toutes les précautions prises lors du placement, une erreur est toujours possible : il faut pouvoir la découvrir rapidement. Enfin le malade ne doit pas être retenu à l'asile dès qu'il est guéri. La surveillance de l'autorité publique est donc indispensable.

Cette surveillance, la loi de 1838 l'organise, un peu plus étroite d'ailleurs sur les établissements privés que sur les établissements publics ; les asiles privés sont évidemment plus suspects que les asiles publics au point de vue des séquestrations arbitraires.

Les asiles privés ont des adversaires déterminés. M. J. Reinach écrivait que « quelque soin que l'on apporte dans le recrutement des médecins aliénistes,

le directeur de l'établissement privé reste cependant un industriel, intéressé à garder plus longtemps les malades pour les pensions qu'ils lui paient » (1).

Le D^r Salomon voyait dans les asiles privés une « aristocratie hospitalière » qui a fait son temps.

M. Dubief également les critique violemment, et proclame leur disparition nécessaire à la sécurité de la liberté individuelle.

M. le professeur Larnaude ne leur est pas favorable non plus : il désirerait voir introduire chez nous un régime analogue à celui de la loi anglaise du 29 mars 1890, qui arrive à empêcher en fait la création d'établissements privés nouveaux, si les raisons qui militent en faveur des asiles privés n'étaient trop puissantes : liberté de l'industrie et liberté des familles. De plus ces établissements, souvent dirigés par des maîtres de la psychiâtrie, sont fréquemment des modèles, présentant toutes les garanties désirables (2).

Nous croyons que le maintien des asiles privés s'impose, d'autant mieux que le danger de séquestrations arbitraires qu'ils paraissent receler est chimérique. Le D^r Salomon écrivait : « C'est l'asile privé qui a le plus grand besoin de surveillance. Si la séquestration arbitraire existait, c'est là certainement qu'elle

1. Reinach, *op. cit.*, p. 21

2. Larnaude, deuxième rapport à la Soc. d'Et. législatives, p. 92-94.

habiterait. Mais je dois déclarer hautement que la séquestration arbitraire n'existe pas : jusqu'ici, aucun fait certain n'a pu être cité (1) ». Il suffit d'ailleurs de réfléchir un peu pour se rendre compte qu'un directeur d'établissement privé, fut-il totalement dépourvu de conscience, n'a aucun intérêt à se prêter à de coupables manœuvres, et à risquer de compromettre, pour un bénéfice immédiat, une situation établie en s'exposant à un scandale.

Les asiles privés sont maintenus par le projet de loi en instance au Sénat. Mais on supprime les asiles privés faisant fonctions d'asiles publics, en interdisant aux départements de traiter avec un établissement privé. Chaque département devra, dans les dix ans de la promulgation de la nouvelle loi, créer un asile ou traiter avec un asile public d'un autre département.

Nous ne voyons pas bien l'utilité de cette disposition. Sans doute, le nombre restreint des asiles publics en 1838 a augmenté depuis : « L'assistance aux malades, dit M. Strauss dans son rapport, a fait des progrès, qui pour être insuffisants n'en sont pas moins considérables ; c'est pourquoi il est actuellement possible de se montrer plus exigeant pour le caractère des établissements avec lesquels les départements peuvent être autorisés à traiter » (2). C'est

1. Salomon, *op. cit.*, p. 32.

2. Strauss, *op. cit.*, p. 17.

donc par pénurie d'asiles publics qu'en 1838 on a permis aux départements de confier leurs malades à des asiles privés. Aujourd'hui, les asiles se sont multipliés; les aliénés aussi, malheureusement, et les asiles sont toujours encombrés. Le projet de loi va obliger les départements à construire des asiles ou à élargir ceux qui existent déjà. La question financière, particulièrement dans les circonstances actuelles, ne sera-t-elle pas un obstacle ? Et ne vaudrait-il pas mieux laisser aux départements pauvres la liberté de traiter avec des asiles privés, quitte à surveiller ces asiles très étroitement ?

Quoi qu'il en soit, asiles publics et privés doivent être surveillés. La surveillance est minutieusement organisée par la loi de 1838, et ses dispositions paraissent excellentes à première vue. En réalité, il y a trop de surveillants pour que ceux-ci surveillent effectivement : le préfet ou ses délégués, les délégués du ministre de l'Intérieur, le procureur de la République, le président du Tribunal, le maire, le juge de paix ; trop de visiteurs : la plupart ne visitent pas. Le procureur de la République et les délégués du ministre de l'Intérieur sont à peu près les seuls à inspecter réellement les asiles. Mais leurs visites ne peuvent avoir qu'une efficacité douteuse.

Le procureur, déjà très occupé par ses fonctions, ne peut visiter avec tout le soin désirable, *a fortiori* examiner chaque malade individuellement, particu-

lièrement dans le département de la Seine, où les asiles sont nombreux. « On le promène dans les salles, cours et jardins, au milieu des aliénés qui vont et viennent. » De telles visites ne peuvent être que des formalités sans résultats pratiques.

Les délégués du ministre de l'Intérieur — aujourd'hui ce sont des inspecteurs des services administratifs qui remplissent ces fonctions — sont les seuls inspecteurs sérieux. Mais ils n'ont pas le droit de faire sortir un malade, même détenu à tort. Ils ne peuvent que « visiter, observer, faire des rapports » (1).

Le projet actuellement en instance au Sénat ne modifie guère le système de la loi de 1838. Le préfet sera *tenu* de visiter les asiles : la loi de 1838 l'en *charge* seulement. Le préfet visitera au moins une fois par semestre, le procureur de la République au moins une fois par trimestre les établissements publics comme les établissements privés ; les deux catégories d'établissements seront donc traités de la même façon.

Les inspections périodiques prescrites par le ministre de l'Intérieur et confiées à l'Inspection générale des services administratifs sont maintenues : « Il ne nous a pas paru utile, écrit M. Strauss, de créer des fonctionnaires nouveaux, alors que l'organisation actuelle a donné d'excellents résultats (2). »

1. Larnaude, 2^e rapport à la Soc. d'Et. législatives, p. 104.

2. Strauss, *op. cit.*, p. 70.

Le texte de la Chambre de 1907 créait ces fonctionnaires nouveaux.

Le Conseil supérieur de l'Assistance publique remplira les fonctions de Conseil supérieur des Aliénés. Ce dernier conseil était prévu par le texte du Sénat de 1887. M. le professeur Larnaude l'a défendu : « Nous croyons bien préférable, écrivait-il dans son rapport à la Société d'études législatives, de créer un Conseil spécial concentrant toutes les attributions propres aux aliénés et renfermant des compétences professionnelles (1). » Ce point de vue était combattu par M. Dubief, qui préférait s'en tenir au Conseil supérieur de l'Assistance publique : « C'est à ce conseil, quelque peu modifié dans sa composition si on le juge à propos, qu'il convient de reporter les attributions que le Sénat donnait à son Conseil supérieur des Aliénés, dont la création nous est apparue comme une véritable superfétation » (2) : Il est vrai que M. Dubief séparait les inspecteurs des aliénés des inspecteurs administratifs, ce qui, dans sa pensée, assurait une indépendance suffisante au service des aliénés. En prévoyant la création des inspecteurs généraux des aliénés, M. Dubief s'inspirait des commissionners in lunacy anglais.

Le texte actuel du Sénat rejette Conseil des aliénés et inspecteurs des aliénés, se contentant de préciser

1. Larnaude, 2^e rapport à la Soc. d'Et. lég., p. 106.

2. Dubief, Rapport à la Chambre, 1906, p. 31.

et d'affermir le fonctionnement des rouages déjà existants. Le Sénat a voulu éviter la dualité d'inspections dans les services de l'Assistance, et a estimé rationnel de confier les questions relatives aux aliénés au Conseil supérieur de l'Assistance publique. M. Strauss prévoyait dans son rapport que ces questions « pourraient être réservées à une section spéciale du conseil supérieur qui prendrait le titre de « section des aliénés ».

Tout cela est administratif. La surveillance de la justice sur les asiles est assurée par les visites du procureur de la République, du président du tribunal et du juge de paix. L'interprétation de la loi qui a prévalu a rendu les visites de ces deux derniers magistrats facultatives ; une circulaire du ministre de la Justice de 1906 voulut les rendre obligatoires, au même titre que celles du procureur de la République. « Il n'y a pas de mission plus noble, disait cette circulaire, sinon de déjouer l'injustice, du moins de réparer l'erreur et de rendre à la liberté des malheureux dont l'état ne nécessite pas l'internement. » Les termes étaient un peu grandiloquents, mais l'intention était louable.

Le texte du Sénat de 1913 conserve à peu près le régime de la loi de 1838. Seules les visites du procureur et du préfet sont obligatoires ; celles du juge de paix et du président du tribunal continuent d'être facultatives.

H. Piussan

Les aliénistes estiment défavorables des visites trop nombreuses : ils y voient une atteinte grave à l'isolement et au calme nécessaires au traitement. Il faut éviter d'émouvoir les malades, et la présence d'un étranger excite les aliénés : c'est un fait indéniable ; la visite terminée l'excitation des malades ne tombe pas immédiatement. Souvent même ces visites font naître dans l'esprit de certains internés l'idée qu'ils sont injustement enfermés, ce qui les met en état d'exaltation constante et leur fait perdre le bénéfice du calme que doit leur procurer le séjour à l'asile ; ils deviennent « réclameurs » et harcèlent leur médecin et les autorités de demandes de sortie injustifiées.

Quelquefois nuisibles, continuent les aliénistes, ces visites sont toujours inutiles à la sauvegarde de la liberté individuelle (1). Le magistrat ne sait pas voir la démence, l'affaiblissement de l'intelligence et de la volonté, les délires de jalousie, de persécution ; il s'y trompe facilement, pour peu que le délirant ait un peu de mémoire, d'attention, de formes correctes de langage.

D'ailleurs, le magistrat se défie de lui-même, se trouvant sur un terrain qui lui est étranger. Et cela est fort heureux ! Trop d'audace ou de confiance en lui risque de lui faire commettre une erreur désas-

1. Le Dr Salomon ne reconnaît aux visites des magistrats qu'un avantage moral, au point de vue de l'opinion publique.

treuse. Les aliénistes ne craignent rien tant qu'un ordre de sortie donné par un procureur novice ou trop zélé (1).

Le médecin a évidemment la haute main sur l'aliéné pendant le séjour à l'asile ; il décide si le malade est ou n'est pas en état de recevoir les visites de ses parents ou amis. La loi de 1838 est muette sur ce point, ainsi que tous les projets postérieurs. La question est régie par le règlement sur le service intérieur des asiles publics du 20 mars 1857, encore en vigueur, dont l'article 167 spécifie que les aliénés ne peuvent être visités par leurs parents ou amis que sur une permission écrite du médecin-chef visée par le directeur de l'asile. Cela est naturel : les nécessités du traitement peuvent interdire de laisser troubler le repos du malade, et le médecin doit en être seul juge.

La loi de 1838 ne renferme aucune disposition expresse au sujet de la correspondance des aliénés ; l'article 29 porte seulement que les requêtes ou réclamations adressées par les malades aux magistrats ou aux préfets ne peuvent pas être arrêtées. La Cour de cassation en a déduit, dans un arrêt du 27 décembre 1875, que toute autre correspondance n'était pas inviolable. Cette solution est raisonnable : dans certains cas,

1. Cf. N. Parant, *les Moyens d'investigation de l'autorité judiciaire sur l'état et l'internement des aliénés* (inefficacité et inconvénients) (*Ann. médico-psych.*, nos d'octobre, novembre et décembre 1913, 10^e série, t. IV et nos de janvier et février 1914, 10^e série, t. V).

une lettre peut être aussi funeste à un aliéné qu'une visite inopportune. Par une disposition analogue à la coutume française, la législation anglaise n'accorde l'immunité de correspondance qu'aux autorités qui ont le droit de visiter les asiles. Seulement en Angleterre ces autorités sont plus nombreuses qu'en France. Dans la Louisiane, toute correspondance est inviolable à raison d'une lettre par semaine. Cela est évidemment exagéré.

EVASIONS

Il peut arriver — et il arrive en fait — qu'un malade s'évade de l'asile. La loi de 1838 ne prévoit pas le cas. Il est en effet logique d'admettre qu'un aliéné qui s'évade puisse être réintégré dans l'établissement sans formalités, dès qu'il est rejoint. Les promoteurs du projet du Sénat de 1886-1887 ne pensèrent point ainsi, et n'admirent la réintégration sans formalités que dans les quinze jours de l'évasion. Passé ce délai les formalités seraient à recommencer comme pour un nouveau placement.

Tous les projets postérieurs, y compris le texte actuellement en instance au Sénat, maintiennent cette modification au régime actuel. Nous n'en voyons pas la nécessité : l'évasion ne peut créer en faveur du malade aucune présomption de guérison, pas plus qu'un séjour de deux semaines hors de l'asile. Dans

leurs rapports à la Chambre et au Sénat, MM. Dubief et Strauss ne se préoccupent pas de défendre cette disposition et paraissent l'admettre comme toute naturelle, s'appuyant simplement sur les projets antérieurs. Cela est d'autant plus étrange que le malade qui bénéficie d'une sortie d'essai reste sous le coup de l'ordre initial d'internement, sans condition de délai : l'aliéné qui se trouve hors de l'asile régulièrement, avec l'autorisation du médecin qui escompte sa guérison, est donc moins bien traité que celui qui, en plein délire, prend la clef des champs.

SORTIES D'ESSAI

La sortie d'essai est « une mesure intermédiaire entre l'internement et la liberté » (Régis). Le malade sort de l'asile sur autorisation du médecin, pour un nombre de jours déterminé ; si pendant la sortie il a une rechute, il rentre à l'asile sans formalités.

Les sorties d'essai ne sont pas réglementées par la loi de 1838 ; elles sont cependant en usage depuis assez longtemps dans la plupart des départements ; en les organisant, le projet voté par le Sénat en 1913 comble une lacune de la loi actuelle.

Elles ont en effet des avantages ; comme le remarquait M. E. Lafont dans son rapport à la Chambre des députés en 1894, elles peuvent avoir une influence heureuse sur l'état du malade, et elles sont une pierre

de touche pour les cas douteux. L'opinion médicale leur est favorable. Du moment que la sortie d'essai, est laissée à la discrétion du médecin, dit le Dr Blanche, elle ne peut présenter de sérieux dangers.

Le Dr Briand, quoique partisan des sorties d'essai, faisait à leur sujet quelques réserves..

Il remarquait d'abord (au Conseil supérieur de l'assistance publique) que « s'il n'est pas douteux que s'il malade chronique doit bénéficier de sorties d'essai si sa famille consent à le reprendre, qu'arrivera-t-il si tombe entre les mains de gens disposés à profiter de son infériorité mentale ? » On peut en effet craindre que « des tiers ou la famille ne profitent de la sortie pour faire signer au malade quelque acte frustratoire » (Strauss). Ce sera la tâche des tribunaux d'y veiller, tâche délicate d'ailleurs.

En outre, les tribunaux condamnent le médecin qui a commis une faute lourde ; aussi le Dr Briand craignait-il qu'un crime commis par le malade pendant la sortie d'essai n'engageât gravement la responsabilité du médecin. Cette préoccupation, partagée par le Dr Fillassier (1), est légitime. Il appartiendra aux tribunaux de la rendre vaine, car « une jurisprudence mal éclairée amènerait fatalement les médecins à réduire les sorties d'essai au strict minimum. » (Strauss).

1. *Annales médico-psychologiques*, 1913: La réforme de la loi sur les aliénés et la Commission du Sénat.

Notons enfin que, pendant la sortie une subvention prise sur le budget de l'asile peut être accordée au malade indigent, et que, dans tous les cas, le malade doit être visité chaque semaine par un médecin, à l'effet de constater son état et de surveiller les soins qu'il reçoit.

SORTIE DE L'ASILE

La sortie est, en principe, laissée à la discrétion du médecin : le malade ne peut en effet sortir que lorsqu'il est considéré comme guéri. Cependant l'article 14 de la loi de 1838 prescrit que, avant même que le médecin ait déclaré la guérison, tout malade doit cesser d'être retenu dans l'asile dès que sa sortie est requise par certaines personnes : le curateur, l'époux ou l'épouse, à leur défaut les ascendants, à défaut encore les descendants ; la personne qui a signé la demande d'admission ; toute personne autorisée à cet effet par le conseil de famille.

Cependant, si le médecin est d'avis que la sortie peut compromettre l'ordre public ou la sécurité des personnes, il en donne avis au maire ; celui-ci peut ordonner qu'il soit sursis à la sortie, à la charge d'en référer dans les vingt-quatre heures au préfet, qui doit, dans les quinze jours, prononcer la maintenue du malade à l'asile : sinon la sortie est de droit après l'expiration de ce délai de quinze jours.

Tel est le régime de la loi de 1838 ; les projets pos-

térieurs le reproduisaient à peu de chose près. Le texte du Sénat de 1913 est assez différent.

Ce texte conserve (art. 16) le droit du médecin de déclarer la guérison ; le préfet et le procureur de la République sont toujours prévenus, que le placement ait été volontaire, demandé ou d'office. Et dans ce dernier cas, c'est le tribunal, saisi par le procureur, qui donne l'ordre de sortie.

Mais les dispositions de l'article 14 de la loi de 1838 sont supprimées. On ne peut plus demander la sortie d'un malade avant guérison sans s'adresser au tribunal par la voie du recours en sortie ; le préfet perd son droit de recevoir ces demandes en sortie ; la procédure devient judiciaire.

Le recours en sortie devant le tribunal existe d'ailleurs actuellement dans la loi de 1838 (art. 29) dont il est une disposition capitale (1). Le malade, tout parent ou ami, la personne qui a demandé le placement, le procureur de la République peuvent à tout moment demander la sortie d'un malade au tribunal. Après les vérifications nécessaires, la décision est rendue en chambre du Conseil.

Le texte actuellement au Sénat maintient ce recours en sortie, comme les projets antérieurs, dans son article 17 : « Tout malade atteint d'affection mentale soigné dans un établissement public ou privé... peut

1. Ce recours juridictionnel se détache nettement sur la tendance toute administrative de la loi de 1838.

réclamer sa sortie immédiate ». Si le médecin s'y oppose, le tribunal ne peut pas passer outre, il doit ordonner auparavant une expertise contradictoire par deux médecins, dont l'un sera désigné par le malade ou son représentant. La décision est toujours rendue en chambre du Conseil.

Ainsi, dans le nouveau texte du Sénat, la procédure de sortie est exclusivement judiciaire, hors les cas de guérison du malade placé volontairement ou par placement demandé, cas où il ne peut y avoir de contestations. C'est une grosse satisfaction donnée aux partisans de l'action judiciaire que d'enlever au préfet le droit de statuer sur la sortie. Cette modification n'en² trainera pas d'inconvénients, car les raisons qui peuvent rendre dangereux le placement judiciaire n'existent plus au moment de la sortie.

Cependant les médecins aliénistes restent défiants. Ils craignent malgré tout l'introduction trop large de la justice en la matière.

Le Dr V. Paraut critique (1) les interrogatoires auxquels on procède actuellement lorsqu'un aliéné demande à être mis en liberté et que le tribunal prend cette demande en considération. L'interrogatoire, dit-il, est trop solennel : il secoue l'aliéné, l'ar-

1. *Annales médico-psychologiques* : « Les moyens d'investigation de l'autorité judiciaire sur l'état et l'internement des aliénés » n^{os} de octobre, novembre et décembre 1913 et janvier et février 1914.

rache à son délire : souvent, il le rend circonspect, et bien des malades, les persécuteurs particulièrement, n'ont déjà que trop de tendance à la circonspection. Les fous circulaires, interrogés dans une période de calme, répondent normalement ; même, dans une période d'excitation maniaque — pourvu que cette excitation ne soit pas trop forte — ces malades répondront, non seulement correctement, mais encore avec plus d'esprit qu'ils n'en ont d'habitude. Or, l'interrogatoire du magistrat a lieu à jour et heure fixes : avec un circulaire, il aura tout juste la valeur que voudra bien lui laisser le hasard.

Ce n'est pas tout. Les magistrats attachent généralement une grande importance à des particularités d'ordre courant : état civil, famille, etc. Bien des malades répondent correctement sur ces points-là, les délires systématiques, par exemple, ou les déments séniles ; ils risquent de faire illusion, et de tromper le magistrat, qui a tendance à « transporter dans l'interrogatoire de l'aliéné les procédés du juge d'instruction ». Pour se rendre compte de l'état mental d'un malade, il faut « examiner plutôt que questionner et attendre la manifestation du délire au lieu de l'aller chercher ». Le magistrat n'est pas familiarisé avec les procédés spéciaux nécessaires ici.

Enfin, le procès-verbal rend mal l'interrogatoire. car le juge l'arrange, l'ordonne inconsciemment. Il substitue malgré lui les habitudes de son esprit

ordonné aux incohérences de l'aliéné. Rien dans le procès-verbal, n'indique la tenue, l'attitude, l'apparence extérieure du malade, qui ont leur importance. Dans ces conditions, le procès-verbal ne peut pas éclairer réellement la religion du tribunal. Et ces procédures — qui entraînent des frais dont pâtissent les familles — sont déclanchées à tort et à travers par des réclamations d'aliénés.

Ces objections, qui mettent en cause le principe même de l'intervention judiciaire, sont troublantes : d'autant mieux qu'elles sont formulées par des maîtres de la psychiatrie. Il faut cependant un recours à l'individu enfermé ! Le D^r Parant demande que ce soit tout au moins un juge unique qui visite, enquête, fasse les rapports ; il semble qu'en effet l'institution de ce magistrat spécialisé serait le seul moyen de concilier des nécessités aussi opposées que celles qui nous occupent. Ce magistrat, sans rien abdiquer de son caractère, prendrait certainement assez vite une mentalité en quelque sorte médicale qui l'éloignerait de bien des erreurs. Nous revenons ici à la conception du « juge des aliénés » que le législateur a peut-être eu tort de ne pas prendre en considération. Les conclusions de ce magistrat seraient plus autorisées que celles de ses collègues, qui vivent dans une atmosphère par trop différente de celle des asiles. Fréquentant les médecins, ce juge serait un lien excellent entre le tribunal et l'aliéniste ; il pourrait ainsi éviter bien des

froissements regrettables, et peut-être quelques erreurs, en favorisant un rapprochement que ni le régime actuel ni celui de demain ne permettent d'opérer.

CHAPITRE VI

Les aliénés à domicile

La loi de 1838 ne s'occupe pas des aliénés qui sont soignés ailleurs que dans les établissements spéciaux, publics ou privés. Que l'aliéné soit traité chez lui, dans sa famille, ou dans une maison particulière par des tiers, peu importe. Le droit de la famille est entier de faire soigner ses membres comme elle l'entend.

C'est avec les aliénés à domicile que les abus peuvent être graves, les séquestrations arbitraires fréquentes ; aucune garantie n'existe contre elles. Hors des asiles, le danger des détentions illégitimes et des traitements inhumains est manifeste : il n'a cependant pas inquiété le législateur de 1838. Dans ces débats où tout a été dit sur la question, c'est à peine si l'on a songé aux fous gardés à domicile. M. Barthélemy fut le seul à signaler leur cas et à demander que l'on ne put traiter un aliéné que dans un établissement spécial (1). On ne s'arrêta pas à ses objections : le

1. Cf. Hubert, thèse, Paris, p. 142.

droit de la famille ne pouvait, semblait-il alors, être mis en cause, et l'inviolabilité du domicile devait rester hors de toute atteinte.

Les campagnes de presse et les pétitions qui agitérent l'opinion sous le second Empire n'effleurèrent pas la question : il ne s'agissait alors que de trouver l'administration en défaut, et l'administration ne pouvait être compromise par le sort malheureux d'individus sur lesquels elle n'avait légalement aucune action. En 1891 même, lors de la discussion du projet de 1887 au Conseil supérieur de l'Assistance publique, des voix indignées s'élevèrent pour dénoncer « l'inquisition à l'égard des familles » et « l'esprit de violation de domicile » recelés par le projet.

Il est évidemment assez naturel d'admettre que la famille puisse soigner ses membres comme elle le désire. Mais encore faut-il qu'elle les soigne réellement.

Or, il est incontestable que des abus se produisent tous les jours, particulièrement dans les campagnes, où les déments, les idiots, les vieillards sont trop souvent considérés comme d'encombrantes non-valeurs qu'on laisse croupir sans soins. La cupidité de la famille est souvent cause de séquestrations arbitraires. M. Dubief dénonça éloquemment ces pratiques « qui consistent à garder, souvent dans des conditions de misère physiologique lamentables, soit des enfants idiots, crétins ou simplement arriérés, soit

des séniles inoffensifs, dans un but monstrueusement intéressé » (1). L'ignorance est aussi souvent cause de ces pratiques.

Dès 1872 les docteurs Mottet et Foville, dans un rapport à la Société de Médecine, demandaient que la surveillance put s'étendre jusque dans la maison privée, si un aliéné y était maintenu malgré lui. Il faut de toute évidence ici faire intervenir la justice, en évitant autant que possible des mesures d'apparence vexatoire ou inquisitoriale envers les familles.

Car actuellement la justice est désarmée. A défaut de texte spécial sur la matière, on trouve le Code pénal, qui dans ses articles 341 à 344 punit les « séquestrations, détentions, arrestations arbitraires » des travaux forcés à temps ou à perpétuité, de mort si elles ont été accompagnées de « violences corporelles. » Mais l'article 475 du même Code frappe d'une amende « ceux qui auront laissé divaguer des fous ou furieux étant sous leur garde » ; il est facile aux auteurs d'une séquestration arbitraire de se prévaloir de cet article 475 pour éviter toute poursuite.

En 1872 la Commission de l'Assemblée nationale fit un premier pas, bien timide, pour réformer cet état de choses ; elle proposa l'obligation de déclarer le malade à l'autorité, qui pourrait le surveiller.

1. Dubief, *le Régime des aliénés*, p. 136.

Encore les père, mère, époux et épouse, oncle et tante, frère et sœur étaient-ils dispensés de cette déclaration : on les jugeait assez proches parents de l'aliéné pour leur faire confiance. Le projet du Sénat de 1886-87 étendit à tous les parents l'obligation de la déclaration si la nécessité de tenir le malade enfermé dépassait trois mois. Les parents proches n'étaient dispensés de cette déclaration que si la maladie durait moins de trois mois, et si l'un d'eux présidait personnellement aux soins donnés au malade. Pour les parents éloignés et les non parents, la déclaration était obligatoire dans le délai de un mois.

La déclaration devait être faite au procureur de la République du domicile du malade et à celui du lieu où le malade était soigné. Un rapport médical devait accompagner la déclaration.

Le procureur de la République pouvait dans tous les cas demander un nouveau rapport chaque fois qu'il le jugeait nécessaire ; s'il estimait que le malade recevait des soins insuffisants, il demandait au tribunal le placement dans un asile ou la remise du malade à un autre parent. Le tribunal statuait en chambre du Conseil ; appel pouvait être interjeté : la Cour statuait dans les quinze jours en chambre du Conseil.

Le texte du Sénat organisait donc le contrôle de la Justice sur l'aliéné soigné à domicile. Le projet Reinach de 1890 n'y apportait pas de modifications.

Le texte voté par la Chambre en 1907 réduisait à

quinze jours le délai de la déclaration pour les non parents et les parents éloignés : « Il ne nous a pas semblé, écrivait M. Dubief dans son rapport (1), que le délai d'un mois fut utile pour juger de la situation du malade ». Cependant ce délai de quinze jours paraît bien court ; nombreux sont les cas où il est insuffisant pour permettre à un médecin de diagnostiquer sûrement l'aliénation.

Le projet de la Chambre apportait un autre amendement à celui du Sénat. Ce dernier portait qu'un aliéné pouvait être traité dans un domicile privé lorsque le tuteur ou un parent proche *présidait personnellement* au traitement ; l'expression était trop vague et prêtait à toutes les tolérances. La Chambre précisa l'obligation en disant : « *réside dans le domicile* et *préside personnellement* ». Cette précaution était légitime, comme le montrait M. Dubief : « La résidence du parent dans le domicile, écrivait-il, constitue une garantie de plus qui nous a paru nécessaire. Autre chose est de présider aux soins d'un malade à distance, dans un autre domicile, ou de le soigner auprès de soi, sous le même toit, dans la famille » (2). Cette obligation avait été, en 1887, proposée au Sénat, qui l'avait rejetée comme attentatoire aux droits de la famille.

Le texte voté par le Sénat en première lecture en

1. Rapport de 1906, p. 28.

2. Rapport de 1906, p. 29.

1913 maintient pour les non parents qui gardent un aliéné à domicile les obligations du projet Dubief, avec le délai de quinze jours pour la déclaration. Il maintient de même celle des parents proches, sauf sur un point : il leur laisse un délai de six mois pour déclarer le malade à l'autorité. Le contrôle du procureur de la République s'exerce dans les conditions exposées ci-dessus ; ce magistrat peut faire visiter le malade par un médecin des établissements publics.

Cette introduction de la justice dans la surveillance des aliénés à domicile est nécessaire. Sans doute il répugne à l'esprit de voir l'Etat pénétrer dans la maison familiale ; ce sont là des empiètements que le législateur ne doit lui permettre qu'à bon escient, avec la plus extrême circonspection. Mais il semble qu'en l'espèce cette intrusion soit indispensable ; elle se présente d'ailleurs accompagnée de garanties sérieuses puisque c'est la justice qui est chargée de la surveillance.

Dans de nombreux pays étrangers, les malades retenus à domicile sont placés sous le contrôle de l'autorité ; il en est ainsi en Angleterre, où les *commissioners in lunacy* ont les pouvoirs les plus étendus, en Ecosse, en Belgique, en Norvège. Il faut qu'il en soit de même en France, M. Dubief l'a parfaitement démontré : « Nous entendrons réclamer très énergiquement, disait-il en 1906, contre l'usurpation des droits sacrés de la famille. A ces arguments de

sentiment, il suffit de répondre que le droit de la famille est suffisamment garanti par le droit de garder son malade pendant trois mois (pendant six mois dans le nouveau texte) sans déclaration. Si dans ce laps de temps le malade n'est pas guéri, c'est qu'il ne s'agit pas d'un accident passager, d'une psychose aiguë, mais d'un mal qu'il ne sera plus possible de cacher, en raison même de sa durée; après tout, au-dessus de l'intérêt familial, qui s'exerce presque toujours d'ailleurs aux dépens du malade, gardé loin des regards indiscrets mais non soigné dans la plupart des cas, s'élèvent l'intérêt de la préservation sociale et le devoir de protéger l'aliéné toujours menacé dans sa liberté et dans ses biens » (1).

M. Dubief exagérerait grandement en disant que l'intérêt familial s'exerce presque toujours au détriment du malade. Mais cela arrive quelquefois, et c'est déjà trop. Souvent la famille garde le malade près d'elle autant par affection que pour éviter la tare d'avoir un de ses membres à l'asile. On soigne d'abord le pauvre fou; puis peu à peu, la lassitude arrive; les facultés du malade baissant de plus en plus, on finit par le considérer comme un véritable objet, inutile et gênant. Pour peu que des questions d'intérêts entrent en ligne, le sort du malheureux ne tarde pas à devenir déplorable. C'est l'histoire de trop de déments séniles ou de paralytiques généraux. La législation actuelle a besoin d'être complétée sur ce point.

1. Rapport de 1906, p. 29.

CHAPITRE VII

Les aliénés criminels.

De même que pour les aliénés à domicile, la loi du 30 juin 1838 n'édicte aucune prescription relative aux aliénés criminels ou aux criminels devenus aliénés en cours de peine. Leur cas avait cependant été envisagé : MM. Boyard, le président Dupin, de Rémusat, Dufaure, Vivien avaient échangé à leur sujet de nombreuses observations. Mais rien ne fut inscrit dans la loi. C'est une lacune des plus graves qu'il faut combler : juristes et médecins sont ici pleinement d'accord. Un trop grand nombre de malades arrivent à l'asile venant de la prison, où la plupart purgeaient une peine pour des délits commis en pleine aliénation mentale, donc en état d'irresponsabilité. Le Dr Magnan en évalue le nombre à 655 pour la période 1885-1909 ; le Dr Garnier l'estimait à 255 pour la période 1886-1890, et il écrivait : « En présence de ce formidable bilan des méprises judiciaires incontestables, derrière lesquelles l'esprit peut encore entrevoir le fort contingent des cas restés inconnus, il est difficile de ne pas

s'émouvoir » (1). Et c'est à bon droit que M. Dubief écrivait en 1906 dans son rapport à la Chambre des députés : « La nécessité de légiférer sur la matière nous est apparue avec une impérieuse urgence ».

L'absence de texte sur la matière présente un autre inconvénient. L'irresponsabilité du délinquant entraîne son acquittement ou une ordonnance de non-lieu. Si le préfet, négligent ou non prévenu, n'use pas immédiatement de son droit d'internement d'office, la justice est obligée de rendre « à la vie sociale des individus susceptibles de recommencer le lendemain leurs crimes, avec le bénéfice de l'impunité ». Sans doute cette critique est surtout théorique, car en pratique le préfet est avisé et fait diligence. Mais il n'y en a pas moins « solution de continuité et changement de pouvoirs entre la relaxe judiciaire et l'internement administratif » (2). Il serait préférable d'enlever au préfet le soin de l'internement d'un aliéné acquitté pour le donner à la justice.

Une fois l'internement opéré, la loi de 1838 est encore insuffisante : elle exige la libération du malade dès que l'accès qui le rend dangereux pour lui-même ou pour la société est passé. Or parmi les aliénés criminels se trouvent en grand nombre des demi-fous, à peu près lucides en temps normal, que les difficul-

1. Cité par Strauss, rapport au Sénat, 1912, p. 88.

2. Le Poittevin, rapport à la Société d'Etudes législatives, 1905, séance du 2 mars.

tés de la vie ou les excès auxquels ils se livrent font retomber dans la folie. Un court séjour à l'asile peut les améliorer sans les guérir ; dès qu'ils ne délirent plus, il faut les libérer. Leur situation est assez semblable à celle des alcooliques.

Il faut donc de toute évidence réformer sur ce point notre législation actuelle, qui laisse en liberté des individus irresponsables et dangereux.

En Angleterre, les délinquants acquittés pour cause de folie sont, par décision de la juridiction répressive, tenus en stricte garde « jusqu'à ce que le bon plaisir de Sa Majesté soit connu », c'est-à-dire jusqu'à ce que le gouvernement ait donné l'ordre d'internement.

La question est à l'examen en France depuis longtemps : « Elle a fait l'objet, disait M. Dubief, de longues et savantes études de la part de la Société de législation comparée en 1870, de la Société de médecine légale de France en 1877, de la Société générale des prisons et du Conseil supérieur de l'Assistance publique. Le Congrès des sciences médicales de Bruxelles en 1874, le Congrès de médecine mentale de Paris en 1878 et le Congrès international pénitentiaire de 1895 lui ont consacré de très importants débats » (1). Le projet du Sénat de 1886 réglementait la situation des aliénés criminels dans ses articles 36 à 40. Le projet Dubief a repris ces dispositions en

1. Dubief, *op. cit.*, p. 41.

les complétant, et ce texte est passé dans le projet du Sénat voté en 1913 presque sans modifications.

Le rapporteur de ce dernier projet, M. Strauss, exposait les difficultés à résoudre : « Il importe, écrivait-il, d'éviter que des individus, de ceux qu'on a appelés à « réactions antisociales » ne traînent leur existence inutile de l'asile à la prison, incapables de quelque occupation suivie, à charge à la société, pour laquelle ils sont, pendant leurs heures de liberté, de redoutables dangers.

« Il y a lieu d'éviter également que les tribunaux après avoir acquitté comme irresponsables des individus poursuivis pour crimes et délits, ne les remettent sur-le-champ en liberté ; il faut éviter également que d'autres, dirigés vers l'asile, ne soient rendus à la liberté peu de temps après, dès que le délire est passé, alors que la guérison est incomplète. On doit se préoccuper de maintenir à l'asile ces êtres inadaptés à la vie des sociétés modernes. Par contre, il importe de ne pas laisser en prison des aliénés condamnés par mégarde ou des condamnés devenus malades en cours de peine » (1).

Les aliénés criminels peuvent se diviser en trois catégories (2) :

— Les aliénés en liberté qui commettent un crime ;

1. Strauss, *op. cit.*, p. 6-7.

2. Le Poittevin, *op. cit.*

— Les condamnés devenus — ou reconnus — aliénés en cours de peine ;

— Les aliénés qui commettent un crime à l'asile.

1. *Aliénés en liberté qui commettent un crime.* —

Le projet du Sénat de 1913 règle ainsi leur cas, art. 25 : « Tout inculpé, prévenu ou accusé qui est considéré comme irresponsable au moment de l'action, et qui fait par suite l'objet, soit d'une ordonnance ou d'un arrêt de non-lieu, soit d'un acquittement en Conseil de guerre ou en Cours d'assises, doit être renvoyé par la même décision devant le tribunal qui siège dans le même arrondissement que la juridiction de répression ».

L'administration est donc déchargée du soin de pourvoir à l'internement de l'aliéné criminel : ce soin passe à la justice, représentée par le tribunal civil en chambre du Conseil.

La juridiction répressive aurait pu, semble-t-il, ordonner directement le placement, conséquence directe de l'acquittement pour irresponsabilité ; ce système serait plus simple que le renvoi à la chambre du Conseil. La considération suivante l'a fait rejeter : pour faire ordonner la sortie, on ne pourrait évidemment pas revenir devant la juridiction répressive ; il faudra s'adresser au tribunal civil. Il était donc nécessaire de faire également prononcer le placement par le tribunal, afin de laisser à la loi son unité et sa

bonne ordonnance. C'était la solution du texte de la Chambre.

En attendant la décision de la chambre du Conseil, l'aliéné ne sera naturellement pas relaxé : la décision de renvoi de la juridiction répressive ordonnera son transfert dans un établissement public ou dans un établissement privé faisant fonction d'asile public.

Le tribunal saisi ordonnera un nouvel examen médical et décidera si le malade doit ou non être interné définitivement dans un établissement départemental ou dans un asile ou quartier de sûreté, le procureur de la République entendu.

En matière criminelle, c'est le jury qui prononcera l'irresponsabilité ; ce point a été fort discuté, et nombreux étaient ceux qui auraient préféré que la Cour fut chargée de ce soin, craignant des incohérences très possibles de la part du jury. Il pourrait arriver en effet que le jury estimant l'accusé irresponsable, se contente de répondre « non » à la première question, niant la réalité du crime, même avoué : un jury qui veut acquitter à tout prix n'hésite pas à nier l'évidence ; cela s'est vu dans quelques procès retentissants. En l'espèce, un tel verdict obligerait la justice à remettre purement et simplement l'aliéné en liberté.

Les partisans du jury ne se sont pas laissés arrêter par ces craintes. M. Dubief observe que le jury est compétent dans de nombreux pays étrangers, Angleterre, Etats-Unis, Italie, Autriche..., etc. C'est égale-

ment le vœu de la Société de législation comparée. La compétence du jury est d'ores et déjà admise, et prête à passer dans la loi. Nous ne sommes pas certain que ce soit une bonne chose.

M. le professeur Le Poittevin, partisan de la compétence du jury (1), désirait que l'état de démence fit l'objet d'une question spéciale posée au jury, de façon à « dégager nettement la question de démence de la question de culpabilité », suivant en cela le texte de la Commission de revision du Code pénal. Le texte de M. Dubief fut préféré par la Chambre en 1907, dont le Sénat n'a pas modifié le projet sur ce point : après avoir posé les questions, le président avertit le jury que s'il juge l'accusé irresponsable, il doit en faire la déclaration. Ce sont évidemment des experts qui fourniront au jury les éléments d'appréciation.

D'ailleurs, le plus souvent, le jury ne sera pas saisi : l'aliéné ne comparaitra pas en Cour d'assises ; l'expertise médicale, ordonnée dans les cas douteux, aura tranché par avance la question de responsabilité.

De toute façon, le but est atteint : l'aliéné ne sort des mains de la justice que pour être placé à l'asile. La sécurité publique est assurée. Il importera, comme le remarque M. le sénateur Strauss (2), que le malade soit accompagné à l'asile de son dossier judiciaire : il est nécessaire que le médecin connaisse les antécé-

1. Le Poittevin, *op. cit.*

2. Rapport au Sénat, p. 61.

dents du délinquant, et ne coure pas le risque de le renvoyer rapidement, trompé par une période de calme. Ce qui est arrivé plusieurs fois, ainsi que le signalait M. Mottet à l'Association française pour l'avancement des sciences. Il importe de mettre fin aux pérégrinations d'un asile à l'autre des demi-fous criminels.

2. *Condamnés devenus aliénés en cours de peine.*

— L'article 24 du projet du Sénat de 1913, répétition du texte de la Chambre de 1907, prescrit le placement dans un asile ou quartier de sûreté des individus des deux sexes condamnés à des peines afflictives et infamantes, ou à des peines correctionnelles de plus d'un an et un jour d'emprisonnement, qui sont reconnus épileptiques ou aliénés. Un certificat de médecin de la prison et l'avis d'un médecin désigné par le préfet suffisent. Ces malades seront retenus à l'asile spécial jusqu'à leur guérison ou jusqu'à l'expiration de leur peine.

C'est une nécessité que de soigner ces malades, nécessité que démontrait le D^r Masoin au Congrès de Bruxelles en 1903 : « Dans la prison commune, disait-il, le prisonnier vit au contact d'une population dépravée, dangereuse au point de vue des influences morales ; dans le régime cellulaire, il est soumis à un isolement qui devient redoutable pour certains sujets... la réclusion cellulaire favorise le développe-

ment des hallucinations, et tout particulièrement des hallucinations de l'ouïe ; or la lutte qui s'engage contre la sensation fausse place le cerveau dans une situation fort critique vis-à-vis d'une invasion de la folie » (1).

Notre article 24, suivant l'article 35 du projet de la Chambre, organise une inspection psychiatrique des prisons civiles et militaires destinée à rechercher les aliénés condamnés par mégarde. Ce serait une innovation fort utile, indispensable même. On a même proposé, dans le but d'éviter des erreurs, l'examen psychiatrique de tous les prévenus ; sans parler des difficultés matérielles d'application qu'entraînerait cette mesure, elle serait funeste à la répression, qu'elle énerverait certainement.

Enfin, les individus condamnés à des peines de moins d'un an et un jour d'emprisonnement reconnus aliénés sont dirigés, non sur un établissement de sûreté, mais sur un asile ordinaire, par décision du ministre de l'Intérieur. C'est là une promiscuité fâcheuse qui peut être désagréable aux autres pensionnaires de l'asile et surtout à leurs familles.

3. *Aliénés qui commettent un crime pendant leur séjour à l'asile.* — L'article 28 du projet du Sénat de 1913 prescrit que ces malades seront placés à l'asile

1. Cité par Strauss, rapport, p. 57.

de sûreté lorsqu'ils se rendent coupables d'un acte « qualifié crime ou délit contre les personnes. »

Un rapport spécial est adressé au procureur de la République qui a, dans son ressort, l'établissement où le malade est placé. Ce magistrat en saisit le tribunal, qui statue en chambre du Conseil.

Le même article 28 prescrit de traiter également dans les établissements spéciaux les malades qui, sans avoir commis de crimes ou de délits, sont cependant déclarés dangereux par un rapport médical motivé. La procédure du placement est identique.

Nombreux sont en effet les malades à qui il n'a manqué que l'occasion pour devenir des criminels. Il faut placer à l'asile de sûreté ces individus dont, suivant l'expression du Dr Legrain, « les déficiences mentales impliquent une tendance continuelle à nuire, sans qu'elle ait été démontrée par des actes ayant nécessité l'intervention de la justice ou qu'elle se soit révélée dans l'intérieur de l'asile en cours de traitement ».

Il faut également diriger sur ces asiles ou quartier de sûreté les aliénés difficiles et vicieux, dont le Dr Colin faisait le portrait dans un rapport au préfet de la Seine en 1903 : habitués des asiles, ils se font interner par dégoût du travail, pour vivre aux dépens de la société ; une fois à l'asile, il n'y a pas de malades plus exigeants ; dès que le régime leur déplaît, ils crient à la séquestration arbitraire et réclament leur sortie.

ASILES DE SÛRETÉ

L'article 27 du projet du Sénat reprend la disposition du texte de la Chambre qui prévoyait la création d'asiles ou quartiers spéciaux, dits de sûreté, destinés aux aliénés criminels ou vicieux. Cette création est indispensable. De semblables établissements existent à l'étranger : en Allemagne, l'asile-prison de Bruchsal, en Angleterre et en Ecosse ceux de Broadmoor et de Perth. « Il est nécessaire, écrivait M. Dubief en 1906, que nous ayons nous aussi des quartiers ou des asiles de sûreté, où seront retenus les aliénés criminels, pour y être soignés comme des malades, mais sous une garde plus attentive et plus immédiate, à raison du danger spécial qu'ils présentent, et loin des malades honnêtes auxquels on n'a pas le droit d'imposer un contact qu'ils ne sont pas maîtres de fuir » (1).

Cette nécessité fut indiquée en France par Georget dès 1828, en 1846 par Brierre de Boismont, en 1881 par Mottet, en 1903 par Sérieux. Le Dr Grasset écrivait au ministre de la Justice : « Le demi-fou criminel comprend la prison et le gendarme ; mais en même temps il est malade et doit être soigné : il faut créer pour lui un asile spécial ou un quartier spécial d'asile. »

1. Dubief, *op. cit.*, p. 44.

SORTIE

L'article 29 du projet du Sénat de 1913 organise la sortie de l'asile ou du quartier de sûreté; il adopte à peu près les mêmes dispositions que les projets qui l'ont précédé au Sénat en 1886-1887, à la Chambre en 1907.

Lorsque la sortie d'un malade interné dans un établissement de sûreté est demandée, le médecin traitant doit donner son avis motivé sur l'état mental de ce malade et dire s'il est ou non guéri, et en cas de guérison, si une rechute est plus ou moins probable. La demande de sortie et l'avis du médecin sont déferés au tribunal qui statue en chambre du Conseil.

Si le tribunal ne croit pas devoir ordonner la sortie, il peut décider qu'il ne sera pas procédé à l'examen d'une nouvelle demande avant six mois : ceci pour épargner aux tribunaux et aux médecins d'être continuellement assaillis de réclamations injustifiées.

La sortie autorisée est conditionnelle et révocable, soumise à des mesures de surveillance que le tribunal règle pour chaque cas particulier. Si les mesures ne sont pas exécutées, ou s'il se produit une menace de rechute, le malade sera immédiatement réintégré dans l'asile de sûreté, au moyen de la procédure normale du placement demandé ou du placement d'office.

Enfin tout malade soigné dans un asile ou quartier de sûreté peut être mis en liberté par le tribunal sur le vu d'un certificat du médecin traitant le déclarant inoffensif.

Il peut, dans les mêmes conditions, être transféré dans un asile ordinaire. Cette faculté est légitime, et susceptible d'avoir de bons effets. MM. Fillassier et Juquelier l'approuvent en ces termes : « Le séjour à l'asile spécial ne doit pas revêtir un caractère définitif. L'évolution d'un état psychopathique peut être telle qu'à un moment donné un aliéné placé dans un service de sûreté devienne inoffensif. Si l'asile spécial est ouvert à l'asile de traitement, la réciproque est également nécessaire » (1).

1. *Revue philanthropique*, n° du 15 décembre 1909 : L'assistance aux aliénés criminels et dangereux au XIX^e siècle.

CHAPITRE VIII

Les Alcooliques

Les délirants alcooliques sont des malades d'une nature particulière. La loi de 1838 ne contenant aucune prescription spéciale à leur sujet, ils sont traités dans les asiles au même titre que les aliénés ordinaires. Ce système ne peut donner de bons résultats, et c'est à bon droit que le Dr Garnier estimait les moyens de traitement actuellement employés envers les alcooliques à peu près illusoire.

Le régime des aliénés ordinaires ne convient nullement aux alcoolisés ; le Dr Magnan le démontrait irréfutablement à l'Académie de médecine, en 1895 (1) : « Les alcoolisés, disait-il, sont loin de trouver dans ces asiles la protection indispensable contre leurs habitudes d'intempérance. Ils boivent d'abord la ration de vin du régime commun ; puis, au bout de quelques jours, le délire disparaissant, ils sont tranquilles, valides, ils s'occupent et reçoivent la ration

1. Cité par Strauss, rapport au Sénat, 1912, p. 19-20.

de vin supplémentaire accordée, à tort, aux travailleurs qui se trouveraient beaucoup mieux d'un peu de lait ou de thé ; enfin, comme ils jouissent d'une certaine liberté, comme leurs occupations les appellent hors de leurs quartiers, dans les diverses parties de l'établissement, ils en profitent pour se procurer en cachette du vin, des liqueurs et de l'eau-de-vie en suffisante quantité pour entretenir l'accoutumance des boissons fortes, parfois même pour maintenir un certain degré d'intoxication.

« L'asile actuel ne sert donc qu'à amender les accidents aigus ou subaigus de l'alcoolisme, sans modifier sensiblement les dispositions invétérées pour les boissons fortes. »

L'absence de réglementation spéciale aux buveurs amène encore un autre inconvénient : avec la loi de 1838, l'internement de ces malades est nécessairement court. Le délirant alcoolique n'est aliéné que pendant quelques jours, parfois même quelques heures ; le délire toxique disparaît vite. Le médecin est obligé de remettre le malade en liberté, guéri de son délire, mais non de ses habitudes. « Sorti de l'asile, dit le Dr Paul Garnier, l'alcoolique y rentrera bientôt, et fréquemment après s'être livré à des violences plus ou moins graves » (1). Dès qu'il est libre, le malade recommence à boire et délire de nouveau.

1. A ce sujet, cf. les paroles du Dr Legrain, Société d'Etudes législatives, séance du 26 janvier 1905.

Son existence se passe ainsi, en une série d'internements, séparés par de courts intervalles de liberté dont il profite pour s'intoxiquer ; de temps en temps, il va en prison, et finit incurable dans un hospice.

Or il suffirait le plus souvent d'un traitement convenable de quelques mois pour obtenir la guérison, et ce traitement le médecin ne peut pas l'imposer ; dès que l'alcoolisé ne présente plus de délire et réclame sa liberté, il faut l'élargir : d'autant mieux que la magistrature, chargée d'appliquer la loi, soutient la réclamation du malade.

Il y a donc sur ce point une lacune à combler dans notre législation ; qu'on fasse une loi spéciale ou que l'on introduise dans celle des aliénés des dispositions particulières aux alcooliques, peu importe ; l'essentiel est de faire quelque chose. De 1887 à 1912 (1), sur près de 90.000 aliénés entrés à l'asile Sainte-Anne, à Paris, on en trouve plus de 27.000 qui doivent leur entrée à l'asile à leurs excès d'alcool, alcoolisés simples, ou psychopathes traduisant une prédisposition morbide à la faveur de leur excès.

M. Dubief fait remarquer avec raison que la collectivité a intérêt à soigner réellement ces alcoolisés. « L'intérêt social, écrit-il, et même un véritable intérêt d'économie commandent d'hospitaliser et de guérir les buveurs... C'est faire un faux calcul que de

1. Magnan et Fillassier, *Alcoolisme et dégénérescence*. Cité par Strauss, rapport au Sénat, 1912, p. 21.

laisser, faute de soins appliqués en temps opportun et qui auraient abouti à la guérison, s'accroître le nombre considérable de chroniques incurables dont sont encombrés nos hospices, et dont restent en fin de compte indéfiniment et lourdement grevés nos budgets départementaux » (1). Rien de plus juste. Puisque l'on ne veut décidément rien faire pour enrayer les progrès de l'alcoolisme, au moins doit-on essayer de relever les malheureux dont l'alcool a fait des aliénés.

Le projet voté par le Sénat en première délibération en 1913 s'occupe des alcooliques. Mais ses dispositions à ce sujet sont insuffisantes. L'article 3 porte : « plusieurs départements peuvent s'unir pour créer et entretenir en commun soit de grands asiles de chroniques, soit des asiles spéciaux, soit des sections spéciales annexées à un asile, afin d'y recevoir et soigner les épileptiques, les idiots, *les alcooliques*, les aliénés vicieux ou difficiles. ».

L'article 11, qui organise le placement volontaire sur demande du malade, autorise l'admission par ce procédé « des malades atteints de crises convulsives répétées ou *d'intoxication chronique*. »

Ces dispositions sont incomplètes. Que l'on crée des quartiers spéciaux pour les alcooliques, fort bien. Mais il faudrait introduire dans la loi un article autorisant le médecin — sous le contrôle de la justice —

1. Dubief, *op. cit.*, p. 23.

à conserver un intoxiqué à l'asile tant que cela sera nécessaire à la guérison. Sans doute le tribunal pourra rejeter la demande en sortie d'un alcoolique, s'appuyant sur les conclusions du médecin ; mais la chose lui sera peut-être difficile, le malade ne présentant plus de délire. Il serait utile de spécifier dans la loi que le délire alcoolique doit entraîner l'internement au delà de la disparition du délire. Le cas de l'alcoolique est tout à fait particulier. Dans les autres formes d'aliénation mentale, la préoccupation du magistrat doit être de ne pas prolonger l'internement après la guérison obtenue ; il doit craindre que la séquestration ne dure trop. Avec l'alcoolique, il doit craindre qu'elle ne dure pas assez, car il s'agit de guérir le malade, non de son délire, qui se dissipe vite, mais d'une *habitude* qui lui cause ce délire.

Nous pourrions en France imiter la loi Suisse de Saint-Gall, ou du moins nous en inspirer : les personnes qui s'adonnent habituellement à la boisson peuvent être traitées dans un établissement de buveurs. Pour opérer le placement il suffit, soit d'une demande volontaire de l'intéressé, soit d'une décision du conseil municipal de la commune de résidence du buveur, à lui communiquée, et ratifiée par le Conseil d'Etat. Un certificat médical constatant la « passion de boire » est nécessaire, pour le placement imposé comme pour le placement volontaire. La loi fixe la durée du

placement entre neuf et dix-huit mois, avec faculté de prolongation en cas de récidive.

Dans l'Etat de Massachussets, le minimum d'internement est de deux ans ; ce délai semble un peu long. Il y a cependant plusieurs centaines de buveurs d'habitude au Washingtonian house de Boston.

L'admission à l'asile suisse d'Ellikon nécessite un engagement par écrit d'y séjourner au moins quatre mois.

Les dispositions concernant les alcooliques doivent également s'appliquer aux intoxiqués de toutes catégories, cocaïnomanes, morphinomanes, éthéromanes... etc., comme le demandait le Dr Magnan à l'Académie de Médecine en 1895. Le projet actuel a fait un pas en ce sens : dans son article II, il groupe tous ces malades sous la dénomination générale « d'intoxication chronique ». Mais ce pas est trop timide. De même que pour les alcooliques, il serait utile de préciser les dispositions concernant tous les intoxiqués.

CONCLUSION

En s'occupant du sort des aliénés à domicile, des aliénés criminels et des délirants alcooliques, le projet de loi adopté en première lecture par le Sénat le 23 décembre 1913 comble en grande partie les lacunes de la loi de 1838. On ne peut qu'y applaudir. Les mesures proposées sont quelquefois incomplètes : elles constituent cependant un très appréciable progrès en mettant notre législation au niveau du développement de la science aliéniste.

Mais la grande pensée du nouveau texte — comme de tous les projets de réforme qui l'ont précédé — est l'intervention des tribunaux judiciaires lors du placement. On enlève l'aliéné à l'administration pour le confier à la justice ; théoriquement, c'est mieux ainsi : la liberté individuelle est garantie par son protecteur naturel, le magistrat. Le grand principe de notre droit public et de la liberté moderne que nul ne peut être détenu sans l'intervention d'un juge est respecté.

Cette réforme est-elle indispensable ? Nous ne le

croyons pas. On juge un arbre à ses fruits ; après quatre-vingts ans d'expérience, on peut conclure que la loi de 1838 est bonne. Le principe du placement administratif n'a pas trahi la confiance de ses promoteurs ; il peut être théoriquement défectueux ; pratiquement il a donné de bons résultats. Au point de vue des faits l'intervention de la justice ne s'impose pas.

Ce qui impose ce changement de régime, c'est tout le bruit fait depuis longtemps autour de lui. Ce n'est pas impunément que l'on agit — à tort ou à raison — l'opinion publique d'un pays pendant un demi-siècle. Nous en avons une preuve en notre matière.

Les critiques, souvent fondées, des aliénistes, n'ont pu arrêter cette idée dans sa marche. Au moins ont-elles eu assez d'influence sur le législateur pour lui inspirer des projets raisonnables. Inconsidérément introduite dans le placement de l'aliéné, l'action judiciaire aurait pu avoir de graves conséquences. Raisonnablement établie, elle aura peut-être de bons effets.

Il semble que le texte actuel du Sénat soit bon. Il ne retarde pas le placement, qui est immédiatement effectué à titre provisoire ; la justice n'entre en scène que lorsque la mesure conservatoire est prise. Son intervention est aussi heureusement organisée au moment de la sortie.

La surveillance des malades à l'asile est le point le plus défectueux ; il n'est presque rien changé au régime de la loi de 1838 ; les visites seront aussi nombreuses — au moins sur le papier — et les visiteurs aussi incompétents. La surveillance judiciaire reste illusoire. Le juge des aliénés aurait ici rendu des services ; il en aurait également rendu lors du contrôle judiciaire du placement, qui risque d'être trop automatique, donc inefficace.

Ces réserves faites, on doit approuver le nouveau projet. Il est souhaitable qu'il soit voté sans retard. Par lui, l'autorité judiciaire va prendre en mains le contrôle des aliénés. Puisse son action éteindre pour un temps les polémiques et éviter les critiques imméritées que celle de l'administration essuie depuis si longtemps.

Vu : le président de la thèse,
F. LARNAUDE

Le Doyen
F. LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
L. POINCARÉ

BIBLIOGRAPHIE

Bertrand (E.). — Loi sur les aliénés. Procès verbaux de la Commission chargée d'étudier les modifications à introduire dans la loi du 30 juin 1838. Etude sur les diverses législations relatives aux aliénés (Paris, 1872).

Bourneville (D.). — Rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi adopté par le Sénat tendant à la révision de la loi du 30 juin 1838 sur les aliénés (Ch. des députés, 1890).

— Rapport sur le projet de loi portant révision de la loi du 30 juin 1838 sur les aliénés présenté au Conseil supérieur de l'Assistance public (Paris, 1891).

Gallère. — Les frontières de la folie (Paris, 1888).

Dayras. — Les aliénés. Réformes à introduire dans la loi du 30 juin 1838 (Paris et Besançon, 1883).

— La loi des aliénés. Des mesures législatives à prendre à l'égard des aliénés dits criminels (Besançon, 1881).

Dechambre. — Dictionnaire encyclopédique des Sciences médicales, article « Aliénés ».

Dubief (F.). — Le régime des aliénés (Paris, 1909).

— Rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi de M. F. Dubief, député (Ch. des députés, 1906).

Dumas. — Des modifications à apporter à la loi du

- 30 juin 1838 sur les aliénés (Discours de rentrée de la Cour d'appel de Douai), 1884.
- Galy*. — La liberté individuelle et les aliénés (Thèse Paris, 1913).
- Gambetta et Magnin*. — Exposé des motifs de la proposition déposée au Corps législatif par MM. Léon Gambetta et Joseph Magnin, le 11 mars 1871.
- Hubert*. — La protection légale des aliénés (Thèse Paris, 1902).
- Larnaude*. — La Réforme de la loi sur les aliénés : rapport présenté à la Société d'Etudes législatives (séances des 28 janvier et 25 février 1904), au Bulletin de la Société, 1904. Discussion du rapport.
- Les Etablissements d'aliénés : séjour, organes de contrôle, sorties : rapport présenté à la Société d'Etudes législatives (séances des 22 déc. 1904 et 26 janvier 1905) au Bulletin de la Société, 1905. Discussion.
- Le Poittevin*. — Des aliénés criminels : rapport présenté à la Société d'études législatives (séance du 2 mars 1905) au Bulletin de la Société, 1905. Discussion.
- Masson*. — La liberté individuelle et les aliénés (Thèse Paris, 1902).
- Reinach (Joseph)*. — Proposition de loi sur le régime des aliénés (Ch. des députés, 1890).
- Roussel (Th.)*. — Rapport fait au Sénat au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi portant la révision de la loi du 30 juin 1838 (1884).
- Salomon (Dr)*. — Autour de la loi sur les aliénés. Paris, 1894.
- Strauss (P.)*. — Rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, relative au régime des aliénés. Sénat, 1912.
- Journal de médecine de Bordeaux*, n° du 23 janvier 1887 : « Le Projet de loi sur les aliénés devant le Sénat, Historique et critique », par le Dr Régis.

Annales médico-psychologiques (Journal de l'aliénation mentale et de la médecine légale des aliénés):

« La réforme de la loi de 1838 sur les aliénés à la Commission du Sénat » par le D^r Fillassier, n^{os} de juin 1913 (10^e série, t. III) et juillet 1913 (10^e série, t. IV).

« Quelques inconséquences du nouveau projet de loi sur le régime des aliénés » par le D^r Victor Paraut, n^o de janvier 1908 (9^e série, t. VII).

« Le régime des aliénés à propos d'un ouvrage récent », par le D^r Victor Paraut père, n^o de novembre 1909 (9^e série, t. X).

« Les moyens d'investigation de l'autorité judiciaire sur l'état et l'internement des aliénés : inefficacité et inconvénients », par le D^r Victor Parant père, n^{os} d'octobre, novembre, décembre 1913 (10^e série, t. IV), et de janvier et février 1914 (10^e série, t. V).

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION	5
CHAPITRE PREMIER. — Le rôle de la justice sous le régime actuel.....	21
CHAPITRE II. — L'opposition au principe du placement administratif.....	31
CHAPITRE III. — L'opinion médicale.....	43
CHAPITRE IV. — Les modalités pratiques de l'intervention judiciaire dans le placement.....	56
<i>Appendice I.</i> — Le placement des Français à l'étranger et des étrangers en France.....	74
<i>Appendice II.</i> — Le double certificat médical..	76
CHAPITRE V. — Le séjour de l'aliéné dans l'établissement. Surveillance. Sortie.....	79
CHAPITRE VI. — Les Aliénés à domicile.....	97
CHAPITRE VII. — Les Aliénés criminels.....	104
CHAPITRE VIII. — Les alcooliques.....	117
CONCLUSION	123

